

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – — Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENO a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°129-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Fonds de concours 2014 aux communes

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d129-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°129-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Fonds de concours 2014 aux communes

Le Conseil de Communauté,

Vu l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Budget Primitif 2014 voté le 30 avril 2014, prévoyant une enveloppe de dépenses réservée aux fonds de concours à verser aux Communes membres de la CoVe,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses portant sur des équipements communaux, dans le respect des dispositions de l'article du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé,

Vu les projets de dépenses liés à des équipements présentés par les communes de la CoVe,

Entendu le rapport du Conseiller Communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 :

D'ATTRIBUER des Fonds de Concours à ses Communes membres au titre de l'année 2014 conformément au tableau de répartition ci-annexé.

Article 2 :

D'AFFECTER ces Fonds de Concours aux dépenses portant sur des équipements communaux détaillées dans les tableaux ci-annexés.

Article 3 :

DE VERSER à chaque Commune ce Fonds de Concours dès réception de la délibération du Conseil Municipal concordante correspondante.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :



Francis ADOUPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d129-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

FONDS DE CONCOURS 2014 (en euros)

	Fonds de concours (ex dot voirie) 2014	Fonds de concours (ex DSC) 2014	Fonds de concours TOTAL 2014 (hors fonds de concours d'aide spéciale aux communes)
Aubignan	19 046	103 753	122 799
Le Barroux	10 601	13 864	24 465
Le Beaucet	6 022	8 261	14 283
Beaumes-de-Venise	14 068	66 032	80 100
Beaumont-du-Ventoux	6 822	12 612	19 434
Bédoin	39 752	99 529	139 281
Caromb	22 425	62 062	84 487
Carpentras	132 589	1 442 155	1 574 744
Crillon le Brave	5 044	13 634	18 678
Flassan	10 060	9 161	19 221
Gigondas	12 810	35 809	48 619
Lafare	4 995	2 238	7 233
Loriol-du-Comtat	14 125	46 656	60 781
Malaucène	24 295	95 497	119 792
Mazan	38 063	123 090	161 153
Modène	4 995	7 316	12 311
La Roque Alric	4 995	1 607	6 602
La Roque-sur-Pernes	10 093	9 581	19 674
Saint-Didier	8 923	50 016	58 939
Saint-Hippolyte-le-Graveyron	4 995	4 732	9 727
Saint-Pierre-de-Vassols	4 995	8 362	13 357
Sarrians	43 425	163 029	206 454
Suzette	4 995	3 860	8 855
Vacqueyras	9 454	21 665	31 119
Venasque	21 599	22 398	43 997
TOTAL	479 186	2 426 919	2 906 105

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d129-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Fonds de concours 2014

RECETTES de FONCTIONNEMENT

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
7475	Fonds de Concours CoVe	122 799,00 €
	Autofinancement communal	122 799,00 €
	TOTAL	245 598,00 €

DEPENSES de FONCTIONNEMENT

IMPUTATIONS		SERVICES	MONTANTS
60612	Energie - Electricité	Bâtiments communaux + Eclairage public	40 000,00 €
60613	Chauffage urbain	Bâtiments communaux	25 000,00 €
60632	Fournitures de petits équipements	Bâtiments communaux	35 000,00 €
60633	Fournitures de voirie	Voirie communale	40 000,00 €
611	Contrats de prestations de services avec entreprises	Administration générale	10 00,00 €
6135	Locations mobilières	Equipements communaux	35 598,00 €
61523	Entretien matériel roulant	Equipements communaux	15 000,00 €
61558	Entretien et réparation autres biens mobiliers	Eclairage public	15 000,00 €
6156	Maintenance	Bâtiments communaux	30 000,00 €
TOTAL			245 598,00 €

Commune de Beaumes-de-Venise
Fonds de Concours attribué par la CoVe – année 2014
Plan de Financement détaillé

	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
FONCTIONNEMENT			
Electricité des divers Bâtiments communaux	120 000	Fonds de concours CoVe (fct)	40 000
		Autofinancement Commune	80 000
Sous-total fonctionnement	120 000		120 000
INVESTISSEMENT			
Achat d'une balayeuse aspiratrice	102 600	Fonds de concours CoVe (inv)	40 100
		Autofinancement Commune	62 500
Sous-total investissement	102 600		102 600
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – EQUIPEMENT			80 100

BEAUMONT-DU-VENTOUX
FONDS DE CONCOURS ATTRITUÉ PAR LA COVE - ANNÉE 2014
PLAN DE FINANCEMENT DÉTAILLÉ

Equipement - Mairie Ecole

	Dépenses en € T.T.C.		Recettes en € T.T.C.
Fonctionnement		Fonctionnement	
Téléphone - Mairie Ecole			
Affranchissement postal	4000		
Transport des élèves au restaurant scolaire à Malaucène	2500		
Entretien bâtiments - Remplacement petit mobilier - Mairie Ecole		Fonds de concours CoVe (fct)	19434
Bibliothèque	4000		
Regroupement pédagogique classe maternelle - Participation repas des élèves de Beaumont-du-Ventoux	3500		
Fournitures scolaires	1500	Autofinancement Commune	19434
Assurances bâtiments - Mairie Ecole			
Bibliothèque	2800		
Salaires - Ménage Garderie ATSEM	11568		
Electricité - Eau	9000		
Sous-total fonctionnement	38868	Sous-total fonctionnement	38868

Fonds de concours 2014

Section de Fonctionnement			
Dépenses		Recettes	
Eau et assainissement	25 000,00	Fonds de Concours CoVe	139 281,00
Énergie (Électricité)	75 000,00	Autofinancement de la commune	139 281,00
Chauffage urbain	25 000,00		
Entretien Bâtiments	24 000,00		
Entretien Voies/Réseaux	107 562,00		
Entretien Matériel roulant	22 000,00		
Total	278 562,00	Total	278 562,00

CAROMB

COMMUNE DE CAROMB
FONDS DE CONCOURS ATTRIBUE PAR LA COVE - ANNEE 2014
PLAN DE FINANCEMENT DETAILLE

EQUIPEMENT : BATIMENTS COMMUNAUX ET VOIRIE			
	DEPENSES 2014 EN € TTC		RECETTES 2014 EN € TTC
FONCTIONNEMENT			
Fournitures d'entretien (60631)	12 200,00	Fonds de concours CoVe (fct)	84 487,00
Maintenance (6156)	22 100,00	Autofinancement Commune de Caromb	96 713,00
Entretien de biens mobiliers (61558)	3 400,00		
Contrat d'assurance sur les bâtiments (616)	19 800,00		
Electricité (60612)	44 000,00		
Combustible (60621)	18 200,00		
Entretien bâtiments (61522)	3 300,00		
Voiries et réseaux (61523)	13 200,00		
Contrats de prestations (611)	45 000,00		
TOTAL fonctionnement	181 200,00		181 200,00

Commune de CARPENTRAS

Fonds de concours attribué par la Cove - année 2014

Plan de financement détaillé

Bâtiments Locaux et services administratifs		fonction: 020	
Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
fournitures de petit équipement (60632)	32 500,00		
maintenance (6156)	149 000,00	Fond de concours Cove	513 840,50
entretien de biens mobiliers (61558)	52 024,00	Autofinancement commune :	513 840,50
contrat d'assurance sur les bâtiments (616)	295 055,00		
eau et assainissement (60611)	137 150,00		
énergie gaz électricité (60612)	145 452,00		
combustibles (60621)	109 500,00		
entretien bâtiments (61522)	107 000,00		
contrat énergie (6188)			
Sous-total Bâtiments locaux	1 027 681,00		1 027 681,00

Ecoles 1er degré et medecine scolaire		fonction: 213+254	
Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
eau et assainissement (60611)			
énergie gaz électricité (60612)	167 250,00	Fond de concours Cove	226 557,00
entretien de biens mobiliers (61558)	14 964,00	Autofinancement commune :	226 557,00
fournitures d'entretien (60631)	187 000,00		
maintenance (6156)	5 900,00		
entretien terrains (61521)	23 000,00		
combustibles (60621)			
entretien bâtiments (61522)	55 000,00		
Sous-total Ecoles 1er degré	453 114,00		453 114,00

Ecoles 1er degré et medecine scolaire		fonction: 2130+254	
---------------------------------------	--	--------------------	--

Bâtiments Culturels (Bibliothèque - Bibliothèque jeunesse - musées - Salle de la Charité - Pôle culturel- Salle polyvalente- Ecole de musique)		(33+31+32)	
--	--	------------	--

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
fournitures d'entretien (60631)			
maintenance (6156)	19 900,00	Fond de concours Cove	65 854,50
eau et assainissement (60611)	7 250,00	Autofinancement commune :	197 563,50
énergie gaz électricité (60612)	148 361,00		
entretien de biens mobiliers (61558)	25 907,00		
contrat énergie (6188)	19 000,00		
combustibles (60621)			
entretien bâtiments (61522)	43 000,00		
Sous-total Bâtiments culturels	263 418,00		263 418,00

Investissement	Dépenses 2014 en € TTC	Investissement	Recettes 2014 en € TTC
bibliothèques (23)		Fond de concours Cove	176 684,00
musées (23)		Autofinancement commune	1 727 506,54
pôle culturel (2313)	2 253 000,00	Fctva	348 809,46
Sous-total investissement bâtiments culturels	2 253 000,00		2 253 000,00

Equipements sportifs (stades + piscines + hippodrome)	fonction: 412 + 413+414)
--	--------------------------

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
eau et assainissement (60611)	58 000,00	Fond de concours Cove	162 070,50
énergie gaz electricité (60612)	96 223,00	Autofinancement commune	162 070,50
entretien de biens mobiliers (61558)	5 618,00		
maintenance (6156)	12 000,00		
fournitures d'entretien (60631)	5 600,00		
entretien terrains (61521)	130 000,00		
entretien bâtiments (61522)	16 700,00		
entretien matériel roulant (61551)			
Sous-total Equipements sportifs	324 141,00		324 141,00

Equipements jeunesse et petite enfance (crèches et halte garderie+foyer des jeunes)	fonction:(64+422)
---	--------------------

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
eau et assainissement (60611)	6 200,00	Fond de concours Cove	33 469,00
énergie gaz electricité (60612)	35 807,00	Autofinancement commune	33 469,00
fournitures d'entretien (60631)			
combustibles (60621)			
contrat énergie (6188)			
maintenance (6156)			
entretien biens mobiliers (61558)	1 331,00		
entretien bâtiments (61522)	23 600,00		
Sous-total Equipement jeunesse et petite enfance	66 938,00		66 938,00

Réseaux éclairage public (814)

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
énergie gaz electricité (60612)	390 000,00	Fond de concours Cove	221 000,00
entretien des voies et reseaux (61523)	442 000,00	Autofinancement commune	611 000,00
Sous-total Réseau éclairage public	832 000,00		832 000,00

Police municipale (112)

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
fournitures d'entretien (60631)			
entretien de biens mobiliers (61558)	3 294,00	Fond de concours Cove	18 114,00
eau et assainissement (60611)	800,00	Autofinancement commune	18 114,00
contrat d'assurance sur les bâtiments (616)			
maintenance (6156)	6 600,00		
énergie gaz électricité (60612)	15 534,00		
entretien bâtiment par S-BAT (61522)	10 000,00		
Sous-total Police Municipale	36 228,00		36 228,00

Foyers 3ème age et cimetière

fonction: 610+026

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
fournitures d'entretien (60631)		Fond de concours Cove	24 565,50
eau assainissement (60611)	5 300,00	Autofinancement commune	24 565,50
énergie gaz électricité (60612)	20 831,00		
entretien terrains par le CTM (61521)	8 000,00		
entretien bâtiment par S-BAT (61522)	15 000,00		
contrat énergie (6188)			
Sous-total	49 131,00		49 131,00

Voirie

Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Fonctionnement	Recettes 2014 en € TTC
entretien des voies et reseaux (61523)	792 500,00	Fond de concours Cove	132 589,00
maintenance horodateurs, bornes,	36 300,00	Autofinancement commune	696 211,00
Sous-total voirie	828 800,00		828 800,00

sous total dépenses fonctionnement	2 220 651,00
sous total dépenses voirie	1 660 800,00
sous total investissement	2 253 000,00

Total	6 134 451,00		
Total fond de concours Cove			1 574 744,00
Total autofinancement commune			4 210 897,54
Total fctva			348 809,46
TOTAL DES RECETTES			6 134 451,00

COMMUNE DE CRILLON LE BRAVE
FONDS DE CONCOURS ATTRIBUE PAR LA COVE - ANNEE 2014
PLAN DE FINANCEMENT DETAILLE

SALLE POLYVALENTE					
INVESTISSEMENT			FONCTIONNEMENT		
Libellé	Dépenses	Recettes	Libellé	Dépenses	Recettes
			Electricité	1386	
			Eau	1000	
			Gaz	1 500	
			Entretien (706h x 14,25)	10 060	
			TOTAL DEPENSES	14 146	
			Fonds concours COVE		7 073
			Autofinancement		7 073

ABORDS SAINT ROMAIN					
INVESTISSEMENT			FONCTIONNEMENT		
Libellé	Dépenses	Recettes	Libellé	Dépenses	Recettes
			Entretien (380h x 14,25)	5 415	
			TOTAL DEPENSES	5 415	
			Fonds concours COVE		2 705
			Autofinancement		2 710

MAIRIE					
INVESTISSEMENT			FONCTIONNEMENT		
Libellé	Dépenses	Recettes	Libellé	Dépenses	Recettes
			Electricité	7 030	
			Eau	400	
			Entretien(728h x 14,25)	10 374	
			TOTAL DEPENSES	17 804	
			Fonds concours COVE		8 900
			Autofinancement		8 904

INVESTISSEMENT : 0 €	FONCTIONNEMENT : 37 365 euros
TOTAL FONDS DE CONCOURS 2014 : 18 678 €	

Commune de FLASSAN
Fonds de concours attribué par la CoVe – année 2014
Plan de Financement détaillé

Equipement : VOIRIE - ECLAIRAGE PUBLIC			
	Dépenses en € TTC		Recettes en € TTC
Fonctionnement			
- entretien éclairage public	998	Fonds de concours CoVe (fct)	5 623
- électricité	4 549		
- débroussaillage	2 709	Autofinancement Commune de ...	5 623
- sel déneigement	335		
- entretien voirie	2 655		
- goudronnage			
- eau			
Sous-total fonctionnement	11 246		11 246
Investissement			
-		Fonds de concours CoVe (inv)	
		Autofinancement Commune de ...	
Sous-total investissement	0		0
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – EQUIPEMENT VOIRIE			5 623

Commune de FLASSAN
Fonds de concours attribué par la CoVe – année 2014
Plan de Financement détaillé

Equipements communaux : ECOLE - CANTINE - MAIRIE - APC - CAMPING - SALLE POLYVALENTE			
	Dépenses en € TTC		Recettes en € TTC
Fonctionnement			
- électricité	6 813	Fonds de concours CoVe (fct)	13 598
- fioul chauffage	8 036	Autofinancement Commune de ...	13 598
- eau	2 792		
- entretien bâtiment	6 012		
- téléphone internet	3 543		
-			
Sous-total fonctionnement	27 196		27 196
Investissement			
		Fonds de concours CoVe (inv)	
		Autofinancement Commune de ...	
Sous-total investissement	0		0
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – EQUIPEMENT BATIMENTS			13 598

Fonds de concours 2014

	Dépenses TTC	Recettes	
Aménagement Pkg BACCHUS (Quartier La Gardette)	229 248.00 €	FCTVA	35 492.00 €
		CoVe	48 619.00 €
		Commune	145 137.00 €
Total	229 248.00 €		229 248.00 €

COMMUNE DE LAFAREFonds de concours attribué par la CoveAnnée 2014Plan de financement détailléFONCTIONNEMENT : Bâtiments Communaux Mairie.

DEPENSES		RECETTES	
Electricité	5 388	Fonds de concours Cove	7 233
Assurance Bâtiment	2000	Autofinancement Commune	7 233
Eau	1000		
Entretien Bâtiment	2000		
Frais personnel Entretien	4078		
Total Dépense	14 466	Total Recettes	14 466

PLAN DE FINANCEMENT DETAILLE**STADE MUNICIPAL – VESTIAIRES**
VOIRIE COMMUNALE**DEPENSES 2014**
TTC**RECETTES 2014**
TTC**FONCTIONNEMENT**

- Entretien des terrains	10 500.00
- Entretien des bâtiments	10 436.00
- Entretien matériel	4 000.00
- Fourniture d'entretien	10 000.00
- Fourniture de voirie	5 500.00
- Fourniture petit équipement	7 500.00
- Contrat d'entretien	45 720.00

- Dotation Fonds de concours la CoVe	46 656.00
- Autofinancement	47 000.00 €

Sous section de fonctionnement **93 656.00****93 656.00****INVESTISSEMENT**

- Matériel de voirie -ouvrage	34 880.00
-------------------------------	-----------

- Dotation Fonds de concours de la Cove	14 125.00
- FCTVA	5 497.00
- Autofinancement	15 258.00

Total sous section d'investissement **34 880.00****34 880.00****MONTANT TOTAL** **128 536.20****128 536.00**

PATRIMOINE BATI			
Charges de Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	libellé	Recettes 2014 en € TTC
électricité	23 000.00	Fonds de concours CoVe (fct)	44 000.00
combustible	39 000.00	Autofinancement Commune	208 612.00
eau	3 000.00		
produits d'entretien	3 200.00		
fournitures pour réparation et entretien	5 200.00		
charges de personnel (entretien & nettoyage)	144 012.00		
interventions d'entreprises (plombier, maçon, électricien etc.)	25 500.00		
contrats de maintenance	8 900.00		
Nettoyage des locaux	3 500.00		
Sous-total fonctionnement	252 612.00		252 612.00
Investissement	Dépenses 2014 en € TTC	libellé	Recettes 2014 en € TTC
Travaux bâtiments communaux	25 000.00	Fonds de concours CoVe (lss)	21 420,00 €
Travaux EGLISE	25 000.00	FCTVA	18 755,59 €
Travaux école	40 000.00	Autofinancement Commune	78 824,41 €
Travaux cimetière	15 000.00		
Travaux calvaire	14 000.00		
Sous-total investissement	119 000.00		119 000.00
total fonct + lss	371 612.00		371 612.00
TOTAL FONDS DE CONCOURS bâtiments, espaces publics			65 420.00
ENTRETIEN VOIRIE			
Fonctionnement	Dépenses 2014 en € TTC	Libellé	Recettes 2014 en € TTC
charges de personnel	42 433.00	Fonds de concours CoVe voirie (fct)	24 295.00
interventions d'entreprises	46 000.00	Autofinancement Commune	87 738.00
Fournitures de petit équipement	2 600.00		
fournitures de voirie	18 000.00		
location de matériel	3 000.00		
Sous Total fonctionnement	112 033.00		112 033.00
Investissement	Recettes 2014 en € TTC	Libellé	Recettes 2014 en € TTC
travaux réfection chemins	140 000.00	FCTVA	22 065,40 €
		subvention DETR	40 833,00 €
		Fonds de concours (ISS)	30 077,00 €
		autofinancement commune	47 024,60 €
Sous-total investissement	140 000.00		140 000.00
total fonct + lss	252 033.00		252 033.00
TOTAL FONDS DE CONCOURS voirie			54 372.00
TOTAL FONDS DE CONCOURS			119 792.00

Commune de Mazan
Fonds de concours attribué par la CoVe – année 2014
Plan de Financement détaillé

BATIMENTS			
	Dépenses 2014 en €TTC		Recettes 2014 en €TTC
Fonctionnement			
- électricité	195 000	Fonds de concours CoVe (fct)	123 090
- gaz	33 000	Autofinancement Commune de Mazan	149 910
- eau	15 000		
- entretien bâtiment	30 000		
-			
-			
Sous-total fonctionnement	273 000		273 000
SOUS TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – BATIMENTS			123 090

VOIRIE			
	Dépenses 2014 en €TTC		Recettes 2014 en €TTC
Fonctionnement			
Travaux d'entretien	90 000	Fonds de concours CoVe (fct)	38 063
		Autofinancement Ville de Mazan	51 937
			90 000
Total fonctionnement	90 000		90 000
SOUS-TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – VOIRIE			38 063

TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE 2014

161 153

Commune de Modène
Fonds de concours attribué par la Cove - année 2014
Plan de financement détaillé

Annexe à la délibération n°2014-28

Equipement bâtiments communaux / voirie de Modène

	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
Fonctionnement			
* électricité	3844	* Fonds de concours Cove (fct)	10471
* gaz	424	* Autofinancement de la	10471
* entretien bâtiment (Mairie)	9131	commune de Modène	
(70% salaire agent services techniques)			
* assurance des bâtiments	1927		
* entretien éclairage public	2231		
* entretien voirie	3385		
Sous - total fonctionnement	20942	Sous - total fonctionnement	20942
Investissement			
*Achat panneaux voirie	649	*Fond de concours Cove (inv)	1840
*Achat mobilier de bureau	1800	*Auto financement de la	1840
*Achat bacs fleurissement	1800	commune de Modène	
		*FCTVA	569
Sous-Total Investissement	4249	Sous-total Investissement	4249
TOTAL	25191	TOTAL	25191
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE - Equipement commune de Modène			12311

Commune de LA ROQUE ALRIC
Fonds de concours attribué par la Cove - année 2014
Plan de financement détaillé

Annexe à la délibération n°

Equipement bâtiments communaux / voirie de LA ROQUE ALRIC

	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
Fonctionnement			
* électricité	1450,02	* Fonds de concours Cove (fct)	5047
* entretien bâtiment (Mairie)	6164,64	Autofinancement	5047
(salaire agent services techniques)		commune de LA ROQUE ALRIC	
* assurance des bâtiments	594,98		
* entretien éclairage public	558,86		
*débroussaillage	1325,5		
Sous - total fonctionnement	10094	Sous - total fonctionnement	10094
Investissement			
Restauration chapelle	134251	*Fond de concours Cove (inv)	1555
		*DETR	32025
		*Patrimoine rural non protégé	14000
		*contractualisation	21275
		*réserve parlementaire	7500
		*Auto financement de la	33709
		commune de LA ROQUE ALRIC	
		*FCTVA	20785
Sous-Total Investissement	134251	Sous-total Investissement	134251
TOTAL	144345	TOTAL	144345
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE - Equipement commune de LA ROQUE ALRIC			6602

FONDS DE CONCOURS 2014

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
	DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
BATIMENTS COMMUNAUX (Mairie, Atelier Technique, Ecole, Bibliothèque Municipale, Salle des Fêtes, Petit Foyer)	Electricité et gaz	15 148 €	Fonds de concours CoVe	19 674 €
	Eau	8 000 €		
	Entretien des bâtiments	4 000 €		
	Assurances	3 000 €	Autofinancement communal	19 674 €
VOIRIE COMMUNALE (Chemins, Rues ...)	Fournitures de voirie	3 200 €		
	Contrats de prestations de services	3 000 €		
	Entretien matériel roulant voirie	3 000 €		
TOTAL (Fonctionnement)	DEPENSES	39 348 €	RECETTES	39 348 €

COMMUNE DE LE BARROUX
FONDS DE CONCOURS ATTRIBUE PAR LA CoVe
POUR L'ANNEE 2014

PLAN DE FINANCEMENT DETAILLE

FOURNITURES NON STOCKEES (consommation électricité)
ENTRETIEN D'ECLAIRAGE PUBLIC et VOIRIE

	DEPENSES 2014 en € TTC		RECETTES 2014 en € TTC
FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
Entretien Eclairage public	6 079 €	Fonds de concours 2014	
Consommation électrique EDF Bâtiments Communaux et éclairage public	15 837 €	ex dotation voirie	10 601 €
Chemin services techniques	16 982 €	Fonds de concours 2014 ex DSC	13 864 €
Réfection voirie		Autofinancement	33 979 €
Chemin de champ reynier			
Chemin des grandes terres			
Chemin du Barry			
Téléphone, Affranchissement	7 257		
Entretien locaux	8 211		
Combustibles, Carburants	4 080		
Sous Total Fonctionnement	58 444 €	Sous Total Fonctionnement	58 444 €
INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
Néant		Neant	
Total	58 444 €	Total	58 444 €
TOTAL FOND DE CONCOURS COVE			24 465 €

Commune de LE BEAUCET
Fonds de concours attribué par la CoVe – année 2014
Plan de Financement détaillé

Equipement LE BEAUCET			
	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
Fonctionnement			
- électricité :	8 000,00 €	Fonds de concours CoVe (fct)	6 775,00 €
éclairage public			
bâtiments communaux (Mairie, Salle antonella)			
Entretien voirie	5 550,00 €	Autofinancement Commune de LE BEAUCET	6 775,00 €
Sous-total fonctionnement	13 550,00 €		13 550,00 €
Investissement			
Mobilier chateau	3 000,00 €	FCTVA	472,00 €
		Autofinancement	1 264,00 €
		Fond de concours	1 264,00 €
Changement radiateurs mairie	2 001,00 €	FCTVA	315,38 €
		Autofinancement	851,77 €
		Fond de concours	833,85 €
Travaux façade nord et toiture mairie	17 064,90 €	DETR	3 555,00 €
		FCTVA	2 689,60 €
		Autofinancement	5 410,15 €
		Fond de concours	5 410,15 €
Sous-total investissement	22 065,90 €		22 065,90 €
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – EQUIPEMENT LE BEAUCET			14 283,00 €

Travaux des chemins piétonniers avec enfouissement des réseaux – 3^{ème} tranche
(2^{ème} partie du chemin du Moulin à Huile), coût prévisionnel : 49 520 euros TTC

Montant total de l'opération HT :

39 600,00

Montant total de l'opération TTC :

49 520,00

Financier	Programme	Montant TTC	Pourcentage de financement	
Cove	Fonds de concours 2014	20 000,00 €	40,39%	
Autofinancement commune		29 520,00 €	59,61%	
TOTAL		49 520,00 €	100,00%	

Acquisition d'une parcelle de terrain non bâti jouxtant immédiatement la mairie (Terre du Portail, cadastrée section B n° 764p d'une superficie totale de 500 m²) en vue de l'aménagement d'un espace public

Montant total de l'opération TTC :

94 000,00

Financier	Programme	Montant TTC	Pourcentage de financement	
Cove	Fonds de concours 2014	38 939,00 €	41,42%	
Etat	Réserve parlementaire	10 000,00 €	10,64%	
Autofinancement commune		45 061,00 €	47,94%	

TOTAL	94 000,00 €	100,00%	
--------------	--------------------	----------------	--

SAINT HIPPOLYTE LE GRAVEYRON

Fonds de concours attribué par la CoVe – année 2014
Plan de financement détaillé

PROJET			
	DEPENSES 2014 en € TTC		RECETTES 2014 en € TTC
Fonctionnement			
Electricité – bâtiments communaux	1.256,00	Fonds de concours CoVe (fct)	4.732,00
Eau – bâtiments communaux	3.200,00	Autofinancement communal	4.732,00
Entretien des abords mairie	3.200,00		
Entretien mairie	1.808,00		
Sous total fonctionnement	9.464,00		9.464,00
Investissement			
Travaux d'aménagement des emplacements des conteneurs	15.000,00	FCTVA 15,482 %	2.322,00
		Fonds de concours CoVe (inv)	4.995,00
		Autofinancement communal	7.683,00
Sous total investissement	15.000,00		15.000,00
TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE – projet			9.727,00

PROPOSITION DE FINANCEMENT DES SALAIRES DES AGENTS TECHNIQUES DE LA COMMUNE DE ST PIERRE DE VASSOLS PAR LE FONDS DE CONCOURS DE LA COVE				
PLAN DE FINANCEMENT DETAILLE FONCTIONNEMENT				
DEPENSES 2014		RECETTES 2014		
BATIMENT COMMUNAL		FONDS DE CONCOURS COVE 2014 PART FINANCEE PAR LA COMMUNE	13 357.00 € 27 559.98 €	
AGENT TECHNIQUE TEMPS COMPLET 35H/SEMAINE	13 253.39 €			
QUOTE PART AFFECTEE BAT 17.50H/35H ENVIRON				
AGENT TECHNIQUE TEMPS NON COMPLET 20H/SEMAINE	14 410.20 €			
VOIRIE				
AGENT TECHNIQUE TEMPS COMPLET 35H/SEMAINE				
QUOTE PART AFFECTEE VOIRIE 17.50H/35H ENVIRON	13 253.39 €			
TOTAL AGENTS TECHNIQUES	40 916.98 €	TOTAL	40 916.98€	

Commune de SARRIANS

Fonds de concours attribué par la Cove - Année 2014-
Plan de financement détaillé

Section de Fonctionnement			
Dépenses	Montant TTC	Recettes	Montant TTC
Electricité des bâtiments communaux et éclairage public	138 200,00 €	Fonds de concours COVE (fonctionnement)	163 029,00 €
Gaz pour bâtiments communaux	92 000,00 €	Fonds de concours COVE (fonctionnement)	43 425,00 €
Personnel affecté à l'entretien de nettoyage des locaux	245 000,00 €	Autofinancement Commune de Sarrians	318 246,00 €
Eau	37 500,00 €		
Assainissement	12 000,00 €		
Total des dépenses de Fonctionnement	524 700,00 €	Total des Recettes de Fonctionnement	524 700,00 €

Fonds de concours 2014

Recettes 2014		Dépense 2014	
		FONCTIONNEMENT	
Fond de concours COVE ex dotation voirie	4995.00	Débroussaillage	3160.50
Fonds de concours Cove DSC	3860.00	EAU	1542.62
TOTAL Fonds de concours	8855.00	EDF	1358.38
		Salaire Agent d'entretien	3549.51
		INVESTISSEMENT	
Auto financement	8855.00	VOIRIE Investissement	2674.42
		Pluvial + Avaloir Investissement	5424.57
TOTAL	17710.00		17710.00

COMMUNE DE VACQUEYRAS - FONDS DE CONCOURS COVE

	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
EQUIPEMENT 1 : Bâtiments communaux (hôtel de ville, Salle Polyvalente)			
FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
Chauffage (plaquettes)	6 900,00	Fonds de concours CoVe (fct)	4 350,00
Chauffage (fioul)	4 100,00	Autofinancement commune VACQUEYRAS	10 150,00
Electricité (salle polyvalente)	3 500,00		
SOUS TOTAL EQUIPEMENT 1	14 500,00		14 500,00
EQUIPEMENT 2 : Voirie			
FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
Pose plaques de rues	2 062,00	Fonds de concours Cove (fct)	5 104,00
nettoyage voirie	3 062,00	Autofinancement commune VACQUEYRAS	6 458,00
Nacelle	1 500,00		
faucardage	7 000,00		
SOUS TOTAL EQUIPEMENT 2	11 562,00		11 562,00
EQUIPEMENT 3 : REALISATION BIBLIOTHEQUE, SYNDICAT INITIATIVE, LOGEMENTS			
INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	16 265,60	Fonds de concours CoVe (Inv)	21 665,00
Maîtrise d'œuvre	81 328,00	Subvention DETR	95 760,00
Travaux	1 007 729,90	Subvention Région	87 448,00
		Subvention DRAC	4 624,00
		Subvention conseil général	20 925,00
		Subvention conseil général contractualisation	183 000,00
		COVE	6 000,00
		Subvention PLUS	6 000,00
		Autofinancement commune	679 901,50
SOUS TOTAL EQUIPEMENT 3	1 105 323,50		1 105 323,50

Commune de Venasque
Fonds de concours attribué par la CoVe – Année 2014
Plan de Financement détaillé

Equipements : Bâtiments communaux (Baptistère, Eglise, Agence postale communale, Mairie et annexes, Local archives, Ecole, Locaux techniques.

	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
Fonctionnement			
- Electricité	15 000€	Fonds de concours CoVe (fonctionnement)	25 000€
Gaz	4 278€	Autofinancement Commune	38 378€
Eau et Assainissement	6 500€		
Entretien des locaux	29 000€		
Assurances	8 600€		
Total fonctionnement	63 378€		

Equipements : Réseau Eclairage Public – Voirie.

	Dépenses 2014 en € TTC		Recettes 2014 en € TTC
Fonctionnement			
- Electricité	16 920€	Fonds de concours CoVe	18 997€
Entretien des 182 points lumineux et fournitures	5 000€	Autofinancement Commune	25 248€
Débroussaillage	10 500€		
Curage des fossés	1 525€		
Fournitures de voirie	6 700€		
Contrats de prestation de service	1 400 €		
Entretien matériel roulant Et assurances	2 200€		
Total fonctionnement	44 245€		

TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT : 107 623€

TOTAL FONDS DE CONCOURS COVE
FONCTIONNEMENT : 43 997€

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafaie : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENO a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°130-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Composition de la commission intercommunale des impôts directs

Accusé de réception en préfecture
Sous-réception n° 0053-20140707-d130-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°130-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Composition de la commission intercommunale des impôts directs

Le Conseil de Communauté,

Vu l'article 1650 A du Code Général des Impôts,

Considérant la nécessité de renouveler les membres de la Commission Intercommunale des Impôts Directs,

Vu les propositions adressées par les Communes membres de la CoVe,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget, et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER la liste de commissaires proposés ci-dessous.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d130-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Titulaires						
N°	Commune ayant fait la proposition	Nom	Prénom	Date de naissance	Lieu de naissance	Adresse
1	AUBIGNAN	GUILLAUME	Alain	10/11/1951	Carpentras	2514 chemin de Serres – Aubignan
2	BEAUMES DE VENISE	POTTAM	Jean-noël	12/07/1941	Beaumes-de-Venise	103 chemin de Roquefiguier – Beaumes-de-Venise
3	BEDOIN	FORT	Denis	25/10/1949	Paris	1241 chemin des Clop - Bédoin
4	CAROMB	SIGNOURET	André	24/03/1954	Carpentras	422 chemin du Plagnol – Caromb
5	CARPENTRAS	GANDON	Bruno	09/03/1963		333 chemin des Fontainiers - Carpentras
6	CARPENTRAS	DUPAS	Franck	09/07/1955		92 rue des Piboules - Carpentras
7	CARPENTRAS	GUIOU	Yvette	31/05/1950		582 avenue du mont Ventoux - Carpentras
8	LE BARROUX	CHAUVET	Hervé	23/09/1953	Le Barroux	670 chemin de Champ Reynier -84330 Le Barroux
9	LE BARROUX	BRES	Alain		Carpentras	Les Genêts - 84190 Suzette
10	LORIOU DU COMTAT	ARCHANGE	Serge	29/08/1952	Carpentras	184, avenue Frédéric Mistral - Lorient du Comtat
11	MAZAN	BRUNET	Jacques			42 La Venue de St Pierre - Mazan
12	MAZAN	JENCEL	Alain			788 route de Malemort - Mazan
13	MAZAN	CHAUMARD	Yves			2922 La Venue de St Pierre - Mazan
14	MODENE	PAGNIEZ	Pierre	12/11/1944	Hordain	1649 route de Mazan - Modène
15	SAINT DIDIER	PLANTADIS	Michèle	27/05/1947	Paris	39 D rue Basse - 84210 Saint Didier
16	ST HIPPOLYTE LE GRAVEYRON	AIELLO	André	02/09/1952	Paris	346 chemin du Long Serre Bas - Saint Hippolyte le Graveyron
17	SAINT PIERRE DE VASSOLS	REDERSDORFF	Richard	02/02/1939	Lauw	597 La venue de Mormoiron - Saint Pierre de Vassols
18	SAINT PIERRE DE VASSOLS	CASADO	Marc	27/08/1951	Carpentras	472 chemin du Coutalas - Saint Pierre de Vassols
19	VACQUEYRAS	SEIGNOUR	Paulette	06/06/1934	Vacqueyras	Place le grand Cabaret – Vacqueyras
20	VENASQUE	LONG	Jean-Marc	19/08/1972		1112 chemin de la Vachère - Venasque

Suppléants						
N°	Commune	Nom	Prénom	Date de naissance	Lieu de naissance	Adresse
1	AUBIGNAN	GAUBIAC	Stéphane	26/11/1972	Carpentras	524 chemin d'Empaulet - Aubignan
2	BEAUMES DE VENISE	XAVIER	Alain	16/03/1945	Carpentras	46, chemin de Raboly - Beaumes de Venise
3	CAROMB	LEFRANCQ	Jean-Marie	01/01/1948	Noeux-les-Mines	575 chemin de l'Arinier - Caromb
4	CARPENTRAS	BOSSAN	Bernard	06/08/1948		9 cours de la Pyramide - Carpentras
5	CARPENTRAS	ROUX	Jean-Marie	27/09/1951		500 chemin de l'Eygnette - Carpentras
6	CARPENTRAS	BERTOLUCCI	Peggy	17/09/1974		589 chemin Saint Roch - Carpentras
7	LE BARROUX	CHARNAY	Margaret		Nîmes	220 rue St Denis - 84330 Le Barroux
8	LE BARROUX	RIVET	Pierre		Carpentras	Près Bataillers - chemin de Bel Air - 84340 Malaucène
9	LORIOU DU COMTAT	COSTE	Christian	18/03/1942	Sète	550, ancien chemin d'Aubignan - Lorient du Comtat
10	MAZAN	BARRUOL	Joseph			336 chemin de l'Oratoire - Mazan
11	MAZAN	TEDESCO	Jean-Pierre			347, chemin d'Aubignan - Mazan
12	MAZAN	SARRAZIN	René			326 chemin du Bigourd - Mazan
13	MAZAN	BONNAMOUR	Jacques			336 chemin de l'Oratoire - Mazan
14	MAZAN	BELANDO	Séverine			560 chemin de Saint Donat - Mazan
15	MAZAN	BLANC	Gabriel			613 La Venue de Mormoiron - Mazan
16	MODENE	QUILES	Germain	21/05/1942	Carpentras	153 chemin des Libertonnes - Modène
17	SAINT DIDIER	VEVE	Gilles	24/07/1963	Carpentras	334 chemin les Touchines - 84210 La Roque Sur Pernes
18	SAINT HIPPOLYTE LE GRAVEYRON	MASSOT	Jean-Pierre	10/06/1944	Ste Colombe	34 chemin du Graveyron – St Hippolyte
19	SAINT PIERRE DE VASSOLS	SIMON	Noël	01/01/1952	Metz	184 chemin de Saint Jean - Saint Pierre de Vassols
20	VENASQUE	JASTRZESKI	Valentina	13/03/1964		444 chemin des Garrigues - Venasque

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – — Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°131-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Décision Modificative n°2 : Budget Principal

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°131-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Décision Modificative n°2 : Budget Principal

Le conseil de Communauté,

Vu le Budget Primitif 2014 du Budget Principal voté le 30 avril 2014

Considérant que différents éléments nouveaux sont apparus depuis le vote du Budget Primitif

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le :

Le Président,

Exécutoire le :



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

DECISION MODIFICATIVE N° 2 AU BUDGET PRINCIPAL 2014**Section de fonctionnement**

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011-6231-820-SCI Communication projet ZAC de Mazan		1 000,00		
011-6281-0200-DGS-Adhésion AMF		3 100,00		
011-6248-92-SCI Complément crédit navettes fêtes produit du terroir		1 340,00		
014-73921-01-SFJ-Attribution de compensation (correction écriture dépense-recette)		20 175,94		
73-7321-01-SFJ-Attribution de compensation (correction écriture dépense-recette)				20 175,94
011-6064-0202-MAG-poste de travail prévention		270,14		
011-6135-0202-MEC -location 2014 batterie ZOE		776,61		
73-7325-01-SFJ- FPIC				33 336,83
023-023-01-SFJ Virement à la section d'investissement			26 850,08	
Total	0,00	26 662,69	26 850,08	53 512,77

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
21-2184-0200-MAG-Mobilier réaménagement salle dentelle		2 566,80		
21-2182-0202-MEC - Achat ZOE déduction bonus écologique	9 300,00			
21-2183-321-INF- Matériel numérisation bibliothèques		32 859,84		
20-2051-321-INF- Logiciels numérisation bibliothèques		31 290,00		
13-1321-321-INF-Subvention DRAC numérisation bibliothèques				28 700,13
13-1322-321-INF-Subvention Région numérisation bibliothèques				8 018,73
13-1323-321-INF-Subvention Département numérisation bibliothèques				6 047,70
27-276351-01-SFJ-Avance budget annexe ZAE Venasque		12 200,00		
021-021-01-SFJ Virement de la section de fonctionnement				26 850,08
Total	9 300,00	78 916,64	0,00	69 616,64

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°132-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Décision Modificative n°1 : Budget Annexe ZAE de Venasque

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°132-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Décision Modificative n°1 : Budget Annexe ZAE de Venasque

Le conseil de Communauté,

Vu le Budget Primitif 2014 du Budget Annexe de la ZAE de Venasque voté le 30 avril 2014,

Considérant que différents éléments nouveaux sont apparus depuis le vote du Budget Primitif,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le détail des modifications d'inscriptions budgétaires récapitulé dans le tableau ci-dessous :

DECISION MODIFICATIVE N° 1 AU BUDGET ANNEXE ZAE VENASQUE 2014

Section de fonctionnement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011-605-Travaux		12 200,00		
042-7133-variation de stocks en cours				12 200,00
Total	0,00	12 200,00	0,00	12 200,00

Section d'investissement

Chapitre - Article - Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
16-16875-Avance du budget principal				12 200,00
040-3355-stocks travaux en cours		12 200,00		
Total	0,00	12 200,00	0,00	12 200,00

Transmis en Préfecture le :

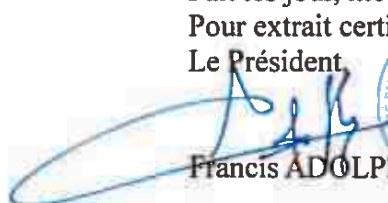
Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président


Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – — Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOÙ a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°133-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Indemnité de Conseil allouée au Trésorier de Carpentras

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d133-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°133-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Indemnité de Conseil allouée au Trésorier de Carpentras

Le Conseil de Communauté,

Vu l'arrêté interministériel en date du 16 décembre 1983, relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

Considérant l'intérêt pour la CoVe de pouvoir recourir aux prestations de conseil et d'assistance que pourra délivrer Monsieur le Trésorier Principal de Carpentras, et la réponse favorable de ce dernier,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'ATTRIBUER à compter de la date d'installation du Conseil de Communauté, une indemnité de conseil à Monsieur Jean-Jacques REYNOARD, inspecteur divisionnaire, Comptable public responsable du Centre des Finances publiques de Carpentras, au taux maximum prévu dans l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d133-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – — Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°134-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Remboursement des frais de déplacement des élus

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d134-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°134-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Remboursement des frais de déplacement des élus

Le Conseil de Communauté,

Vu l'article L 5211-13 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au remboursement des frais de déplacement des élus communautaires

Vu l'article D 5211-5 du Code sus visé relatif aux modalités de prise en charge de ces frais

Considérant que l'ouverture du droit à remboursement est conditionnée par la présence effective des ayants droits aux réunions de Conseil, de Bureau et de Commissions,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : ADOPTER le principe du remboursement des frais de déplacement des élus communautaires ne percevant pas d'indemnité de fonction, occasionnés par des réunions ayant lieu dans une commune autre que la leur.

Article 2: DE PRÉVOIR les crédits à cet effet au Budget de la Communauté.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-I du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d134-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse – Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENO a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148 – Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151 – Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°135-14

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Remboursement des frais de mission des élus

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d135-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°135-14
Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier
Objet : Remboursement des frais de mission des élus

Le Conseil de Communauté,

Vu les articles L 2123-18 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux des élus,

Vu le décret N°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les modalités de remboursement des frais de séjour applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser les modalités de remboursement des frais engagés pour l'exécution desdits mandats spéciaux,

Considérant au demeurant que les missions ainsi visées ne peuvent être connues par avance, mais qu'il est de bonne gestion de prévoir les modalités de leur remboursement à travers une décision cadre,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : ADOPTER le principe du remboursement des frais de mission des élus communautaires.

Article 2 : CONDITIONNER l'ouverture de ce droit à la production d'un ordre de mission préalable du Président.

Article 3 : DE PRÉCISER que les frais d'hébergement et de restauration pourront :

-soit être pris en charge directement par la CoVe, sur la base d'une convention signée avec un prestataire (agence de voyage, établissement hôtelier ou de restauration)

-soit être remboursés à l'élu selon les modalités applicables aux agents des collectivités territoriales, ou bien sur la base des frais réels après production des justificatifs correspondants

Article 4 : DE PRÉCISER que les frais de transport (train, avion, autres transports en commun, taxi, véhicule personnel) pourront :

- soit être pris en charge directement par la CoVe (paiement sur facture à une agence de voyage ou autre prestataire de service)

- soit être remboursés à l'élu sur la base des frais réels sur justificatifs, ou bien sur la base d'indemnités kilométriques

Article 5 : D'INSCRIRE les crédits nécessaires au Budget de la CoVe

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le :

Exécutoire le :



Le Président,

Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d135-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°136-14

Direction de la Cohésion Sociale – Service Actions Educatives

Objet : Actualisation des tarifs des services périscolaires dans les ERPI de la CoVe

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140710-d136-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°136-14
Direction de la Cohésion Sociale – Service Actions Educatives
Objet : Actualisation des tarifs des services périscolaires dans les ERPI de la CoVe

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence au titre des actions éducatives, en matière de construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire,

Vu les délibérations du Conseil de District du 17 décembre 2001 actant le transfert des compétences de la communauté de communes des Pays du Ventoux entre Mède et Madeleine vers la CoVe et la définition d'intérêt communautaire relative à l'école intercommunale de Crillon Le Brave, Modène, Saint Pierre de Vassols,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 25 mars 2013 actant la déclaration d'intérêt communautaire de l'Ecole RPI de La Roque Alric, Le Barroux et Suzette avec prise d'effet au 1er septembre 2013,

Considérant qu'il convient d'actualiser les tarifs des services périscolaires des 2 ERPI gérées par la CoVe,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué aux actions éducatives et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'ADOPTER les tarifs suivants des services liés aux écoles de regroupement pédagogique intercommunal de la CoVe, avec entrée en vigueur au 1er septembre 2014 :

TARIFS ETUDE ET GARDERIES

SERVICES	TYPES DE TARIFS	PROPOSITION D'AJUSTEMENTS
GARDERIE MATIN Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	JOURNALIER	1,50€ à concurrence de...
	MENSUEL	6,50 €
GARDERIE MERCREDI MIDI		GRATUITE
GARDERIE SOIR Lundi, mardi, jeudi et vendredi	JOURNALIER	Gratuité jusqu'à 16h30 puis 3,00€ à concurrence de....
	MENSUEL	16,00 €
ETUDE Lundi, mardi, jeudi et vendredi	JOURNALIER	Gratuité jusqu'à 16h30 puis 3,00€ à concurrence de....
	MENSUEL	22,00 €

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140710-d136-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

TARIFS CANTINE

		PROPOSITION DE MODIFICATION
TARIFS JOURNALIERS Lundi, mardi, jeudi et vendredi	ENFANT	2,60 €
	ADULTE	4,60 €

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140710-d136-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°137-14

Direction de la Cohésion Sociale – Service Actions Éducatives

Objet : Ecole Intercommunale des Sports (EIS) : Modification des tarifs

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d137-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°137-14
Direction de la Cohésion Sociale – Service Actions Éducatives
Objet : Ecole Intercommunale des Sports (EIS) : Modification des tarifs

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe et la définition d'intérêt communautaire pour le dispositif d'Ecole Intercommunale des Sports,

Considérant qu'il convient de réviser les tarifs de l'Ecole Intercommunale des Sports.

Entendu le rapport du Vice-Président délégué aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE PROCÉDER à la révision des tarifs de l'Ecole Intercommunale des Sports et D'ADOPTER les nouveaux montants suivants:

Activités en semaine scolaire:

À compter du 1er septembre 2014	
Facturation en fonction du nombre de séances par semaine.	
Tarif de base pour 1 séance par semaine: 35€/an ou 7€ par période d'activités de vacances à vacances.	

Les stages de l'EIS (automne, hiver et printemps):

	À compter du 1er septembre 2014 (prix par stage)
6/7 ans	50€
8/10 ans	55€

Article 2: D'ACTER 2 possibilités de paiement :

- Le paiement d'avance par l'usager (à régler lors de l'inscription de l'enfant)
- Le paiement à la CoVe par la commune en lieu et place de l'usager par le biais d'une facturation biannuelle sur la base du nombre d'inscrits.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le :

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-I du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d137-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°138-14

Direction Générale des Services Techniques – Centre Technique / Direction des Ressources et Moyens – Commande Publique

Objet : Cession à un tiers d'une balayeuse laveuse de voirie appartenant à la Commune de Carpentras

Accusé de réception en préfecture
n°2014-01432-01
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°138-14

Direction Générale des Services Techniques – Centre Technique / Direction des Ressources et Moyens – Commande Publique

Objet : Cession à un tiers d'une balayeuse laveuse de voirie appartenant à la CoVe

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant la reprise en régie par la Commune de Carpentras du service nettoyage,

Considérant que des biens mobiliers affectés à ce service, propriété de la CoVe, ne sont désormais plus nécessaires au fonctionnement de l'EPCI ou à l'exercice de ses compétences, et en particulier un engin de voirie désigné balayeuse ASPIJET mise en circulation en 2012,

Considérant dès lors qu'il est opportun de céder ledit bien mobilier à un tiers,

Considérant l'offre unique formulée par l'entreprise MATIS, fournisseur initial de l'engin, au titre de sa reprise,

Considérant que cette offre excède la somme de 7 650,00 euros,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à la voirie, aux travaux et aux services techniques, et après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CÉDER le bien mobilier Balayeuse ASPIJET de voirie de marque MATIS dont les caractéristiques techniques sont détaillées en annexe ci-après, à l'entreprise MATIS France, pour un montant de quarante-cinq mille euros toutes taxes comprises (45.000,00 €).

Article 2 : D'AUTORISER le Président à procéder à la vente selon les modalités qu'il déterminera et à signer tous actes y afférents.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d138-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Annexe 1 – Caractéristiques de la balayeuse

N° de livre de police : Non rentrée

MATIS ASPIJET

Année balayeuse: 2012

Année châssis :

N° de série : NA4M4B0210

Nombre d'heures : 2000 H

Km : 18 000

Immatriculation : sans

Équipements : Balayeuse / laveuse

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138)– Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) –Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN –Jean-Pierre CAVIN - — Peggy BERTOLUCCI — Hervé de LEPINAU - Guy BERNARD — Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGOS – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN — Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET - Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Jacqueline RENOÙ a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS - Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU - Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°139-14

Direction des Ressources et Moyens – Service Commande Publique

Objet : Convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le choix d'un gestionnaire du Bistrot de Pays de Beaumont-du-Ventoux

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d139-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°139-14

Direction des Ressources et Moyens – Service Commande Publique

Objet : Convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le choix d'un gestionnaire du Bistrot de Pays de Beaumont-du-Ventoux

Le Conseil de Communauté,

Vu l'article L.5211-4-1-III du code général de la propriété des personnes publiques, issu de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Considérant que les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services,

Considérant le projet d'ouverture d'un bistrot de pays de la commune de Beaumont-du-Ventoux, commune membre de la CoVe,

Considérant les compétences juridiques présentes au sein des services de la CoVe et dont la commune n'est pas dotée,

Considérant l'intérêt de mettre à disposition de la commune membre les compétences disponibles de l'établissement public de coopération intercommunal, pour mener à bien ce projet, dans le cadre d'une bonne organisation des services,

Considérant le projet de convention pour la mise à disposition des services de la CoVe, annexé à la présente délibération,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué au tourisme et aux traditions et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'AUTORISER le Président à signer la convention de mise à disposition de service pour l'accompagnement de la Ville de Beaumont-du-Ventoux dans le choix du gestionnaire du bistrot de pays et la conclusion du contrat portant sur son occupation.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :



Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d139-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE

ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE DE BEAUMONT DU VENTOUX POUR L'ASSISTANCE DANS LE CHOIX D'UN GESTIONNAIRE ET LA CONCLUSION D'UN CONTRAT POUR L'OUVERTURE D'UN BISTROT DE PAYS®

Exposé des motifs

La loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et aux responsabilités locales, a donné une impulsion supplémentaire à l'intégration des relations entre les communes et les groupements qu'elles ont constitués.

L'article L.5211-4-1-III du code général des collectivités territoriales, prévoit en effet que « les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou de plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services ».

La loi invite alors les communes intéressées et l'établissement à fixer par une convention les modalités de cette mise à disposition et notamment à fixer les conditions de remboursement par la commune des frais de fonctionnement du service.

La commune de Beaumont-du-Ventoux, comptant 309 habitants, a constaté la nécessité de dynamiser le cœur de son village.

Pour ce faire, la commune a souhaité l'établissement d'un commerce propre à assurer du lien social, maintenir de l'activité économique, répondre aux besoins premiers de la population et assurer la promotion du terroir.

Constatant la carence de l'initiative privée en la matière, la municipalité a décidé de la construction d'un local destiné à devenir un établissement de restauration et un débit de boissons de type Bistrot de Pays®.

La commune de Beaumont-du-Ventoux ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à la mise en oeuvre de ce projet (choix d'un gestionnaire, rédaction du contrat...) ; en revanche, les services de la CoVe emploient des fonctionnaires territoriaux à même de répondre à ce besoin de la commune. La mise à disposition des services de la CoVe à la commune de Beaumont-du-Ventoux présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Article 1 : les parties

La présente convention est conclue entre :

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n°..... en date du 7 juillet 2014 ;

et d'autre part, la Commune de Beaumont-du-Ventoux membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Bernard CHARRASSE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du

Article 2 : objet

La commune souhaite accompagner l'ouverture d'un lieu de restauration et débit de boissons de type Bistrot de Pays® sur son territoire pour pallier à la carence de l'initiative privée en la matière.

Un local communal fait actuellement l'objet d'une réhabilitation en vue de l'ouverture d'un tel établissement. La commune mettra cet immeuble à disposition d'une personne privée pour y exercer cette activité. Les travaux sont en cours à la date de signature de la présente convention, pour une réception prévue au 31 décembre 2014.

La commune souhaite une assistance de type juridique pour l'aider dans le choix d'un gestionnaire et la rédaction d'un contrat d'occupation, dans le respect des règles de la commande publique.

Il est conclu, en application des troisième et quatrième parties de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune de Beaumont-du-Ventoux pour une mission d'assistance concernant la réalisation de cette opération.

Article 3 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune de Beaumont-du-Ventoux les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance citée en objet à savoir le service commande publique et la cellule juridique.

Article 4 : étendue de l'assistance

L'assistance apportée par la CoVe recouvre les missions suivantes, donnant lieu à un temps de mise à disposition du service estimé en demi-journées :

NATURE DES MISSIONS	Quantité en nombre de ½ journée
- Préparation de la délibération et de la convention d'assistance	1
- Préparation du projet de contrat d'occupation <ul style="list-style-type: none">Recherches juridiques (forme du contrat, réglementation relative aux débits de boissons...)Rédaction d'un projet de contrat (convention d'occupation, bail, bail commercial...)	4
- Préparation de l'appel à candidature <ul style="list-style-type: none">Rédaction d'un dossier de candidature,Préparation d'un avis d'appel à candidature	1
- Analyse des propositions des candidats <ul style="list-style-type: none">vérification des conditions d'acceptabilité des candidatsavis motivé sur le contenu des candidatures	1

- Audition des candidats	1
- Finalisation du choix du candidat <ul style="list-style-type: none"> Négociations avec le candidat retenu sur le contrat Rédaction des courriers de réponse aux candidats non retenus 	1
- Finalisation du contrat d'occupation <ul style="list-style-type: none"> Rédaction du contrat définitif Préparation de la délibération autorisant la signature du contrat 	1
TOTAL	10
Coût ½ journée*	112,00 €
MONTANT DE L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	1120,00 €

Article 5 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La mission d'assistance objet de la présente convention mobilisera les services mis à disposition, pour une durée prévisionnelle de 10 (dix) demi-journées.

En cas de mobilisation supplémentaire nécessitée par la mise en oeuvre de la mission, l'établissement d'origine informera préalablement la collectivité d'accueil du volume de travail supplémentaire estimé et du surcoût associé, que la collectivité d'accueil devra valider.

Le forfait de remboursement de la demi-journée de mise à disposition étant fixé à 112,00 € (cent douze euros) à la date de la signature de la présente convention, le total prévisionnel du remboursement s'établira à 1 120,00 € (mille cent vingt euros).

Le remboursement est effectué au fur et à mesure de l'état d'avancement de l'assistance, tel que détaillé ci-dessus, par mandat dans un délai de trente jours à compter de la présentation d'une facture par l'établissement d'origine.

Par ailleurs, la collectivité d'accueil prend en charge directement les frais directs liés à la procédure de sélection d'un gestionnaire et de conclusion du contrat (frais de publication, d'audition des candidats...)

Article 6 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de l'une des parties, acceptée expressément par l'autre.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de

quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance, à la demande expresse et motivée de l'une des parties, acceptée expressément par l'autre.

Article 7 : modalités d'exécution des missions

La mission commence dès que la convention de mise à disposition de service d'assistance a été signée entre les parties, après avoir été transmise au contrôle de légalité.

Article 7.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 7.1.1 : carrière, rémunération et absences

L'établissement d'origine gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

L'établissement d'origine assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la collectivité d'accueil. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La collectivité d'accueil ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 7.1.2 : notation et discipline

L'établissement d'origine reste seul compétent pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité territoriale des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Il peut être saisi, à cet effet, par la collectivité d'accueil.

Article 7.2 : prérogatives et obligations de la collectivité d'accueil

Article 7.2.1 : instructions données au service mis à disposition

Le maire, représentant de la collectivité d'accueil, donne toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches confiées conventionnellement au service mis à disposition. Il contrôle l'exécution des tâches.

Il est désigné un chef de mission, référent du service ou de la partie de service mis à disposition.

Le maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef du service mis à disposition pour l'exécution des missions qu'il lui confie.

Article 7.2.2 : conditions matérielles d'exécution de la mission

Lorsque la mission est assurée au sein des locaux de la collectivité d'accueil, celle-ci met à disposition tous les moyens matériels nécessaires à son exécution.

Article 7.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance est assuré, dans les conditions prévues par ladite convention, par le service mis à

disposition et la collectivité d'accueil.

A cet effet, le chef de mission remet au représentant de la collectivité d'accueil un tableau retraçant le temps de travail consacré et la nature des missions accomplies, conformes à la description détaillée conventionnelle.

La reconnaissance du service fait déclenche automatiquement le remboursement des frais engagés à l'établissement d'origine.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

<p>Le Président de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin</p> <p>Francis ADOLPHE</p>	<p>Le Maire de Beaumont-du-Ventoux</p> <p>Bernard CHARRASSE</p>
--	---

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°140-14

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire - Service

Environnement et énergie

Objet : Convention constitutive d'un groupement de commande pour l'approvisionnement en bois des chaufferies collectives du territoire

Accusé de réception en préfecture
n°248400053-20140707-d140-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°140-14

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire - Service
Environnement et énergie**

**Objet : Convention constitutive d'un groupement de commande pour l'approvisionnement en
bois des chaufferies collectives du territoire**

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des marchés Publics, notamment ses articles 7 et 8,

Considérant les différents intérêts que représente un groupement de commande,

Considérant le projet de convention constitutive du groupement de commande pour
l'approvisionnement en bois des chaufferies collectives du territoire de la communauté
d'agglomération,

Considérant ensuite qu'il y a lieu d'élire un représentant titulaire auprès de la commission d'appel
d'offres propre à ce groupement de commande, parmi les membres titulaires de la CAO permanente
de la CoVe,

Vu le rapport du Vice-Président délégué au développement durable,

Et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet de convention constitutive du groupement de commande pour
l'approvisionnement en bois des chaufferies collectives du territoire de la communauté
d'agglomération, annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer ce projet et tous actes y afférant.

Article 3 : DE DÉSIGNER Ghislain Gricourt, membre titulaire de la commission d'appel d'offres
permanente de la CoVe, représentant titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de
commande pour l'approvisionnement en bois des chaufferies collectives du territoire.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un
recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes
CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à
compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d140-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

FOURNITURE DE BOIS POUR LES CHAUFFERIES DE CAROMB,
VACQUEYRAS ET MAZAN



**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDE**

Objet du groupement : prestations d'alimentation en plaquettes des
trois chaufferies collectives.

Article 8 du Code des marchés publics

Table des matières

ARTICLE 1. OBJETS DE LA CONVENTION.....	3
ARTICLE 2. ETENDUE ET DEFINITION DES BESOINS.....	4
ARTICLE 3. MEMBRES DU GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 4. NATURE DU GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 5. LE COORDONNATEUR.....	5
5.1 Désignation du coordonnateur.....	5
5.2 Missions du coordonnateur.....	5
ARTICLE 6. MEMBRES DU GROUPEMENT.....	7
6.1 Obligations des membres du groupement.....	7
ARTICLE 7. DEFINITION DES BESOINS.....	7
ARTICLE 8. COMITE DE PILOTAGE.....	7
ARTICLE 9. DUREE.....	8
ARTICLE 10. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 11. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO).....	8
ARTICLE 12. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	9
ARTICLE 13. RESPONSABILITE DU COORDONNATEUR.....	9
ARTICLE 14. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT.....	9
14.1 Adhésion au groupement.....	9
14.2 Sortie et dissolution du groupement.....	9
ARTICLE 15. MODIFICATION.....	10
ARTICLE 16. ACTIONS JURIDICTIONNELLES.....	11
ANNEXE FINANCIERE - DECOMPOSITION DU COUT DE COORDINATION.....	13

Afin de réaliser des économies d'échelle en regroupant leurs achats et de mutualiser les procédures de passation des marchés, différentes entités publiques souhaitent constituer un groupement de commandes en application de l'article 8 VII 1° du Code des Marchés Publics.

Il s'agit d'un groupement de commandes dit « d'intégration partielle » dans lequel le coordonnateur sera chargé, outre la procédure de passation, de signer le ou les marchés, de le ou les notifier, chacun des membres du groupement s'assurant ensuite de sa bonne exécution pour la partie qui le concerne.

A cet effet, ils ont décidé de conclure une convention constitutive du groupement.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin travaille au développement d'une filière bois énergie locale. Il s'agit à la fois de favoriser l'installation de chaufferies bois collectives dans les équipements publics et de mettre en place en parallèle un plan d'approvisionnement local en plaquettes forestières.

Trois chaufferies bois sont en service à ce jour, pour un besoin annuel estimé à 320 tonnes de plaquettes.

- La première chaufferie, installée à Caromb, est intercommunale. Elle alimente une crèche et une école pour un besoin de 50 tonnes/an environ.
- La seconde chaufferie, installée à Vacqueyras, est communale. Elle alimente plusieurs bâtiments (mairie, bureau de poste, logements sociaux) pour un besoin de 70 tonnes/an environ.
- La troisième chaufferie, installée à Mazan, est également communale. Elle alimente le groupe scolaire « La Condamine » pour un besoin de 200 tonnes/an environ.

La présente convention a pour objet de constituer le groupement de commande pour la CoVe, la commune de Vacqueyras et la commune de Mazan, pour l'alimentation en plaquettes bois des trois chaufferies préalablement citées et cela pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} septembre 2014.

ARTICLE 1. OBJETS DE LA CONVENTION

Chacune des personnes publiques précitées souhaitent programmer dès cette année les consultations nécessaires à la recherche de plusieurs prestataires qui auraient pour mission l'alimentation en plaquettes des trois chaufferies collectives.

Elles décident de se coordonner pour la passation des marchés nécessaires à la réalisation des prestations décrites ci-dessus.

Aux fins de répondre aux besoins exprimés par les différentes parties, plusieurs marchés dans le cadre de la présente convention pourront être conclus.

ARTICLE 2. ETENDUE ET DEFINITION DES BESOINS

Les Personnes Publiques constitutives du groupement décident de se grouper pour la passation de marchés destinés à pourvoir leur besoin en bois de chauffage pour les chaufferies installées sur leur territoire.

Il pourra être conclu plusieurs marchés dans le cadre de la présente convention, aux fins de répondre aux besoins exprimés.

La satisfaction de ces besoins devra également répondre aux exigences qualitatives de chacun.

A savoir, et en priorité :

- La granulométrie des plaquettes
- Le taux d'humidité
- Le taux de fine

Chaque membre du groupement de commande devra transmettre au coordonnateur désigné du groupement de commande, l'ensemble des exigences techniques à satisfaire quant à la qualité des plaquettes forestières.

ARTICLE 3. MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement sont :

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe)
- La Commune de Vacqueyras
- La Commune de Mazan

Les assemblées délibérantes des membres ont approuvé :

- l'adhésion de leur personne morale au groupement de commande créé par la présente convention ;
- la présente convention par délibérations en date du :

o 7 juillet 2014 du Conseil de Communauté de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

o 2014 du Conseil municipal de la Commune de Vacqueyras

o 2014 du Conseil municipal de la Commune de Mazan

ARTICLE 4. NATURE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est constitué entre les personnes morales de droit public susvisées selon la formule intégrée partielle conformément aux dispositions de l'article 8 VII 1° du code des marchés publics.

ARTICLE 5. LE COORDONNATEUR

5.1 Désignation du coordonnateur

La CoVe est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Elle est chargée, à ce titre, d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin, de la publicité, de signer et de notifier le(s) marché(s) ayant pour objet de répondre au besoin décrit à l'article 1 de la présente convention.

Le représentant du coordonnateur du présent groupement est : Monsieur le Président de la CoVe.

5.2 Missions du coordonnateur

Dans le respect du code des marchés publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes:

Mettre en œuvre l'organisation technique et administrative de chacune des procédures de consultation :

- recenser et définir les besoins,
- choisir et conduire la procédure de passation des marchés,
- élaborer les documents de la consultation, à partir des éléments fournis par les membres du groupement :
 - ✗ Avis d'Appel Public à la Concurrence ;
 - ✗ Règlement de la Consultation (critères d'attribution) ;
 - ✗ Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières ;
 - ✗ Acte(s) d'Engagement(s)
 - ✗ Pièces financières (bordereaux de prix).
- faire valider ces documents par les membres du groupement ;
- assurer la publication de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence ;
- remettre le dossier de consultation des entreprises aux candidats qui en font la demande et recevoir les candidatures et les offres ;
- analyser les candidatures ;
- organiser l'analyse des offres ;
- rédiger le ou les rapport(s) d'analyse des offres (*en fonction du nombre de lots*) ;
- mener, le cas échéant, les négociations, avec les candidats si la procédure suivie le permet ;
- réaliser le secrétariat de la commission d'appel d'offres (convocation, rédaction des procès-verbaux...) ;
- formaliser le choix de la Commission d'Appel d'Offre ou du pouvoir adjudicateur selon la procédure choisie (*le cas échéant*) ;
- demander les pièces justificatives de l'article 46 du Code des marchés publics au(x) candidat(s) pressenti(s) attributaire(s) ;
- informer les candidats du résultat de la mise en concurrence. Prononcer, le cas échéant, les déclarations sans suite de la procédure pour motif d'intérêt général ;
- transmettre au contrôle de légalité le(s) marché(s) lorsque c'est requis ;

- signer le ou les marchés (*en fonction du nombre de lots*) pour l'ensemble du groupement. Le coordonnateur signe un marché unique pour éventuellement chacun des lots au nom de l'ensemble du groupement ;
- Notifier le marché au candidat retenu ;
- publier l'avis d'attribution si nécessaire ;
- rédiger le rapport de présentation prévu par l'article 79 du Code des Marchés Publics en cas de procédure(s) formalisée(s);

Le coordonnateur transmettra aux membres du groupement un exemplaire des pièces du ou des marché(s).

Mettre en œuvre l'organisation technique et administrative d'une part de l'exécution du ou des marchés publics :

- Procéder au suivi contractuel du ou des marchés à l'exclusion des commandes, du paiement des factures et de l'application des pénalités propres à chaque exécutant ;
- Instruire les avenants éventuels au(x) marché(s) intéressants l'ensemble des membres du groupement, les faire signer, les transmettre au contrôle de légalité éventuellement, et les notifier. A cet égard, il est précisé que le coordonnateur est autorisé à signer les avenants aux marchés conclus par le groupement dont les dispositions concernent l'ensemble des membres du groupement ou ayant vocation à s'appliquer indistinctement à chaque membre du groupement. Le coordonnateur informe préalablement les membres du groupement du contenu de ces avenants. Dans l'hypothèse où le contenu d'un avenant ne concerne qu'un des membres ou seulement certains d'entre eux, les membres du groupement concernés procèdent à la signature de ces avenants ;
- Gérer le précontentieux, le contentieux et éventuellement le règlement amiable des litiges intéressants l'ensemble des membres du groupement relatifs à l'exécution du ou des marché(s) ;
- Prononcer, le cas échéant, la résiliation du ou des marché(s).

Précisions sur les modalités d'exécution des marchés conclus par le groupement

Dans le cadre de l'exécution des marchés conclus par le groupement, la répartition des tâches est arrêtée de la manière suivante :

- Chaque membre du groupement détermine pour ce qui le concerne :
 - un montant estimatif de commandes annuelles
 - un montant minimal de commandes
 - un montant maximal de commandes

Ces éléments sont déterminés au moment de la préparation des pièces de la consultation en vue du lancement de la procédure de mise en concurrence.

- Chacun des membres formalise ses propres commandes auprès du fournisseur titulaire du marché.
Néanmoins, dans la mesure du possible, les membres du groupement tenteront de réunir l'envoi de leurs commandes pour optimiser les livraisons.
- Chacun des membres informera le coordonnateur de toute anomalie ou non-conformité dans les fournitures livrées ou tout dysfonctionnement constaté dans le cadre de l'exécution du marché. De même, il informe le coordonnateur de toute modification envisagée dans les conditions d'exécution, a fortiori si celles-ci ont un impact sur les conditions contractuelles nécessitant la conclusion d'un avenant au marché.
- Chacun des membres assure pour ce qui le concerne la réception des livraisons, l'admission des fournitures et le paiement des factures correspondantes. Il applique lui-même les pénalités éventuelles liées aux défauts d'exécution pour les commandes qui le concerne et en avise le coordonnateur.

Reconduction des marchés pluriannuels :

- En cas de conclusion d'un marché pluriannuel, reconductible, le membre du groupement qui envisage de ne pas reconduire le marché en avise le coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement, dans un délai minimum de quatre mois avant le terme annuel dudit marché. Il est alors fait application des dispositions relatives au retrait d'un membre décrites à l'article 14.2-2.
- En l'absence d'une telle notification intervenue dans les délais, le coordonnateur procède à la reconduction du marché au nom du groupement.

ARTICLE 6. MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par les parties désignées à l'article 3. Celles-ci sont dénommées « membres » du groupement de commandes et sont signataires de la présente convention.

6.1 Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage par son représentant à:

- participer à l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation :
 - définir ses besoins propres et les transmettre au coordonnateur du Groupement, préalablement au lancement de la consultation
- prendre connaissance et valider les documents de la consultation dans les délais fixés par le coordonnateur :
 - ✕ Avis d'Appel Public à la Concurrence ;
 - ✕ Règlement de la Consultation (critères d'attribution) ;
 - ✕ Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières ;
 - ✕ Acte(s) d'Engagement(s)
 - ✕ Pièces financières (bordereaux de prix).
- respecter le choix du ou des titulaires de marchés effectué par le groupement ;
- assurer la bonne exécution administrative, technique et financière du ou des marchés pour la partie qui les concerne (réalisation des commandes, paiement et application des pénalités éventuelles);
- assurer le paiement des prestations correspondantes ;
- informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du ou des marchés.

ARTICLE 7. DEFINITION DES BESOINS

Chaque membre du groupement définira conjointement les besoins dans le cahier des charges du ou des marchés.

ARTICLE 8. COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage d'évaluation, comprenant l'ensemble des membres du groupement, sera chargé du bon fonctionnement et du suivi du ou des marché(s).

Il se réunira au moins une fois par trimestre la première année afin de procéder à une évaluation régulière et aux mesures correctives éventuellement nécessaires.

A l'issue de la première année d'exécution, le comité de pilotage se réunit une fois par an et chaque fois que nécessaire.

ARTICLE 9. DUREE

Le groupement de commandes est réputé constitué une fois la présente convention signée par ses membres, et transmise au contrôle de légalité pour être exécutoire.

Il prendra fin après l'exécution complète du ou des marchés, objet du groupement, reconductions comprises, et ce jusqu'à la fin des missions du coordonnateur.

En cas de résiliation anticipée du ou des marchés conclus par le groupement pour quelque motif que ce soit, le groupement pourra procéder à la conclusion d'un nouveau marché répondant aux mêmes besoins, après accord écrit de chaque représentant des membres du groupement tel qu'il est constitué à ce moment. Le coordonnateur est autorisé à relancer la procédure nécessaire à la sélection du nouveau titulaire du ou des marché(s) concerné(s).

La conclusion d'un nouveau marché dans ces conditions, est autorisée même en cas de retrait de l'un des membres du groupement. Ainsi, le retrait de l'un des membres du groupement n'entraîne pas nécessairement la déchéance du groupement (Cf. Art. 14 – Entrée et sortie du groupement).

ARTICLE 10. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le groupement de commande se constitue en application de l'article 8 du code des marchés publics.

La procédure de passation sera choisie en application des règles du Code des marchés publics applicables aux pouvoirs adjudicateurs.

Selon les besoins exprimés, il sera établi un ou des marchés regroupant les besoins des membres. Le ou les marchés seront signés et notifiés par le coordonnateur.

ARTICLE 11. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

Une Commission d'Appel d'Offres est constituée dans le cadre du présent groupement, compétente pour opérer le choix des titulaires des marchés conclus par le groupement.

Cette commission est composée d'un représentant pour chaque membre du groupement, chacun de ces représentants ayant voix délibérative.

Les représentants des entités publiques composant le groupement sont élus par leurs assemblées délibérantes, parmi les membres ayant voix délibérative de leurs propres commissions d'appel d'offres ;

La présidence de la commission d'appel d'offres est assurée par le représentant du coordonnateur du groupement de commandes.

La CAO du groupement procède au choix du ou des titulaire(s) des marchés conclus par le groupement.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais liés à la procédure de désignation du ou des cocontractants et les autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation des marchés sont supportés selon la répartition financière jointe à la présente convention. Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

ARTICLE 13. RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

Le coordonnateur est tenu d'une obligation de moyen et ne doit aucune indemnité aux parties contractantes en cas d'avortement des procédures lancées (procédure déclarée sans suite ou infructueuse).

De même, le coordonnateur ne doit aucune indemnité aux signataires de la convention en cas d'annulation, par le juge administratif, de(s) procédure(s) de mise en concurrence ou de(s) marché(s) conclus dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 14. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT

14.1 Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, par son représentant y étant dûment habilité.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

L'adhésion d'un nouvel adhérent ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un avenant à la présente convention.

14.2 Sortie et dissolution du groupement

Les membres du groupement ne pourront se retirer de celui-ci que dans les conditions ci-après décrites.

a. 14.2-1 - Retrait intervenant avant la signature du marché :

Les membres du groupement, à l'exception du coordonnateur, peuvent se retirer du groupement avant la signature de tout marché par le groupement.

Ce retrait est notifié par le membre du groupement par courrier recommandé avec accusé de réception au coordonnateur, avec copie aux autres membres du groupement. La notification ne vaut que si elle est antérieure à la signature du marché par le coordonnateur.

Le membre démissionnaire s'acquitte cependant de ses obligations au titre du partage des frais de coordination et de consultation tels qu'ils sont définis dans le tableau joint en annexe à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le coordonnateur déterminera, après consultation des membres du groupement restant, des suites à donner à la procédure après retrait de l'un des membres.

Le groupement pourra procéder :

- soit à la poursuite de la procédure de mise en concurrence entamée,
- soit à sa déclaration sans suite et à la relance d'une nouvelle procédure,
- soit à la résiliation du groupement et de la présente convention.

b. 14.2-2 – Retrait intervenant après la signature du marché :

Après signature d'un ou plusieurs marchés par le groupement, à travers son coordonnateur, les membres du groupement ne sont autorisés à se retirer de la présente convention que dans des circonstances exceptionnelles et justifiées et répondant à un motif d'intérêt général.

Le retrait devra être notifié au coordonnateur par courrier recommandé avec accusé de réception et copie aux autres membres du groupement.

Le retrait ne prendra effet qu'à la fin du marché en cours (à l'échéance annuelle en cas de marché reconductible) et à condition d'avoir été notifiée au coordonnateur au minimum quatre mois avant cette échéance annuelle.

En outre, le membre du groupement qui se retire dans ces conditions demeure tenu de ses obligations au titre de la présente convention, ainsi qu'au titre du ou des marchés conclus. En conséquence, il assume la charge financière :

- des frais de coordination et de consultation tels qu'ils ressortent du tableau annexé à la présente,
- des commandes minimales auxquelles il s'est engagé au titre du marché.

En outre, si le retrait de l'un des membres du groupement devait remettre en cause les conditions financières du ou des marchés, la charge financière afférente aux conséquences de ce retrait serait à sa charge.

Cette charge financière sera calculée à partir des quantités mentionnées de l'article définition des besoins de la présente convention.

c. 14.2-3 – Résiliation :

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord, par délibérations concordantes de l'ensemble des membres du groupement.

La disparition du groupement entraîne la résiliation des marchés conclus par celui-ci, sauf décision expresse contraire des membres du groupement.

La résiliation du marché est effectuée par le coordonnateur.

ARTICLE 15. MODIFICATION

Toute modification à la présente convention constitutive fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des membres du groupement, sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Les délibérations des assemblées délibérantes ou les décisions des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement aura approuvé les modifications.

ARTICLE 16. ACTIONS JURIDICTIONNELLES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif de Nîmes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, le coordonnateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement au(x) titulaire(s) du(des) marché(s), après leur notification, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

Fait en exemplaires.

A Carpentras , le

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin
Signature

Le Maire de la Commune de Vacqueyras
Signature

Le Maire de la Commune de Mazan
Signature

ANNEXE FINANCIERE - DECOMPOSITION DU COUT DE COORDINATION

NATURE DES MISSIONS	Quantité en nombre de jour
I. Préparation du projet	
Préparations 1 réunion + réalisation documents de travail	0,5
Assistance à la constitution d'un groupement de commande + réalisation documents d'aide	0,5
SOUS-TOTAL	1
II. Procédure	
Recensement des besoins et synthèse	1
Rédaction du dossier de consultation des entreprises	1
gestion de la procédure de mise en concurrence (rédaction de l'AAPC, réponse aux questions des candidats, réception des offres)	0,5
analyse des candidatures et pré-Analyse des offres, aide au choix du candidat pressenti	2
Organisation de la Commission d'Appel d'offres - Attribution	1
SOUS- TOTAL	5,5
III. Phase exécution de marché (formule 2): Après la notification, chaque membre du groupement s'assure de la bonne exécution du marché en fonction de son engagement.	
Notification du marché (demande des pièces complémentaires, courriers aux non retenus, lettre de notification, réponses aux questions des candidats évincés)	0,5
Réalisation des avenants éventuels	0,5
Réalisation des réunions annuels afin d'établir le bilan qualité du fournisseur+courrier reconduction	0,5
Suivi de l'exécution (participation aux comités de pilotage)	1
SOUS-TOTAL	2,5
TOTAL GENERAL EN NOMBRE DE JOURS	9
Coût ½ journée	104,00 €
MONTANT	
DU COUT DE COORDINATION DU GROUPEMENT	1 872,00 €

REPARTITION FINANCIERE DE LA COORDINATION

COMMUNE / COVE	Nbre de structures	% par structure	Montant de la mission groupement (répartition par structure)	Montant de la publicité < 90 k€ (répartition par structure)	Montant de la publicité 90 k€ < 207 k€ (répartition par structure)	Montant de la publicité > 207 k€ (répartition par structure)
Cove	1	33,33%	624,00 €	36,00 €	288,00 €	540,00 €
Vacqueyras	1	33,33%	624,00 €	36,00 €	288,00 €	540,00 €
Mazan	1	33,33%	624,00 €	36,00 €	288,00 €	540,00 €
TOTAL	3	100,00%	1 872,00 €	108,00 €	864,00 €	1 620,00 €

Nbre de demi-journées de travail	18
Coût de la demi-journée	104,00 €
coût de la publicité < 90 k€	108,00 €
90 k€ < coût de la publicité < 207 k€	864,00 €
coût de la publicité +avis attribution > 207 k€	1 620,00 €

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – — Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOÙ a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°141-14

Direction des Ressources et Moyens – Service des Ressources Humaines

Objet : Demande de subvention pour la démarche de prévention des risques psychosociaux menée au sein de la CoVe

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d141-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°141-14

Direction des Ressources et Moyens – Service des Ressources Humaines

Objet : Demande de subvention pour la démarche de prévention des risques psychosociaux menée au sein de la CoVe

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de la CoVe de mener une démarche de prévention des risques psychosociaux,

Vu l'avis favorable du Comité Technique de la CoVe en date du 23 juin 2014,

Considérant que le projet est éligible notamment à un subventionnement du Fonds National de Prévention (FNP) auprès de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL),

Entendu le rapport du 2^{ème} Vice-président et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à solliciter toutes subventions à cet effet, notamment celle du Fonds National de Prévention (FNP) auprès de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).


Article 2 : D'AUTORISER la collectivité à percevoir la subvention du FNP de la CNRACL pour la réalisation de la démarche de prévention des risques psychosociaux.

Article 3 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d141-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Modernisation de la mise en réseau des bibliothèques de la CoVe et développement du
volet numérique - DETAIL FINANCIER

	Remplacement matériel autres biblio	Matériel neuf Venasque	Mise à jour des logiciels	TOTAL HT	%
DRAC	7 153,75 €	967,75 €	12 037,50 €	20 159,00 €	50%
CR	2 146,13 €	290,33 €	3 611,25 €	6 047,70 €	15%
CG	2 146,13 €	290,33 €	3 611,25 €	6 047,70 €	15%
COVE	2 861,50 €	387,10 €	4 815,00 €	8 063,60 €	20%
TOTAL HT	14 307,50 €	1 935,50 €	24 075,00 €	40 318,00 €	100%

	Tablettes et étuis	Acquisition ressources	TOTAL HT	%
DRAC	7 241,13 €	1 300,00 €	8 541,13 €	65%
CR	1 671,03 €	300,00 €	1 971,03 €	15%
COVE	2 228,04 €	400,00 €	2 628,04 €	20%
TOTAL HT	11 140,20 €	2 000,00 €	13 140,20 €	100%

**Modernisation de la mise en réseau des bibliothèques de la CoVe et développement du
volet numérique - TOTAL**

	Remplacement matériel autres biblio	Matériel neuf Venasque	Mise à jour des logiciels	Tablettes et étuis	Acquisition ressources	TOTAL HT	%
DRAC	7 153,75 €	967,75 €	12 037,50 €	7 241,13 €	1 300,00 €	28 700,13 €	54%
CR	2 146,13 €	290,33 €	3 611,25 €	1 671,03 €	300,00 €	8 018,73 €	15%
CG	2 146,13 €	290,33 €	3 611,25 €	0,00 €	0,00 €	6 047,70 €	11%
COVE	2 861,50 €	387,10 €	4 815,00 €	2 228,04 €	400,00 €	10 691,64 €	20%
TOTAL HT	14 307,50 €	1 935,50 €	24 075,00 €	11 140,20 €	2 000,00 €	53 458,20 €	100%

**Modernisation de la mise en réseau des bibliothèques de la CoVe et développement du
volet numérique - DETAIL PAR COMMUNE**

	Mise à jour des logiciels	Matériel neuf Venasque	Remplacement matériel autres biblio	Répartition du matériel par commune	TOTAL HT
AUBIGNAN	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
BEAUMES DE VENISE	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
BEAUMONT DU VENTOUX	<i>dossier déposé en 2012</i>				0,00 €
BEDOIN	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
CAROMB	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
GIGONDAS	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
LA ROQUE SUR PERNES	1 719,64 €	-	1 166,83 €	2 postes, 1 scanner code-barre	2 886,47 €
LE BARROUX	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
LORIOU DU COMTAT	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
MALAUCENE	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
MAS LIOTIER Crillon-le- Brave, Modène, St Pierre de Vassols	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
MAZAN	1 719,64 €	-	1 080,70 €	2 postes	2 800,34 €
SARRIANS	1 719,64 €	-	1 166,83 €	2 postes, 1 scanner code-barre	2 886,47 €
VACQUEYRAS	1 719,64 €	-	1 166,83 €	2 postes, 1 scanner code-barre	2 886,47 €
VENASQUE	1 719,64 €	1 935,50 €	-	3 postes, 2 scanners code barre, 1 imprimante, 1 modem	3 655,14 €
TOTAL HT	24 075,00 €	1 935,50 €	14 307,49 €	29 postes, 5 scanners code barre, 1 imprimante, 1 modem	40 317,99 €

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138)– Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) –Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN –Jean-Pierre CAVIN - — Peggy BERTOLUCCI — Hervé de LEPINAU - Guy BERNARD — Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafaie : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN — Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET - Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS - Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU - Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°142-14

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire - Service Culture et Patrimoine

Objet : Modernisation de la mise en réseau des bibliothèques de la CoVe et de la Communauté de Communes du Vaucluse - Demande de subvention auprès de la DRAC, du Conseil Régional et du Conseil Général.

Accusé de réception en préfecture
084-248400058-20140707-8142-14-DE
Date de transmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°142-14

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire - Service Culture et Patrimoine

Objet : Modernisation de la mise en réseau des bibliothèques de la CoVe et développement du volet numérique - Demande de subvention auprès de la DRAC, du Conseil Régional et du Conseil Général.

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe, modifiés le 7 octobre 2004 et comportant à l'article B du volet 2 sur ses compétences optionnelles, la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu l'intérêt communautaire, précisé le 30 juin 2005 et déclarant d'intérêt communautaire un « service culturel intercommunal comprenant la mise en réseau d'un service de lecture publique itinérant »,

Entendu le rapport de Monsieur Navello, vice-président de la commission culture et patrimoine,

Considérant que la modernisation de la mise en réseau des bibliothèques de la CoVe et le développement du volet numérique seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la CoVe, pour un montant total de 53 458,20€ HT.

Considérant enfin que, pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant, d'après le détail de l'opération annexé à la présente délibération :

DRAC	28 700,13 € HT	54%
CR PACA	8 018,73 € HT	15%
CG 84	6 047,70 € HT	11%
Autofinancement COVE	10 691,64 € HT	20%

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le plan de financement prévisionnel détaillé ci-dessus,

Article 2 : D'AUTORISER le Président à solliciter une subvention auprès de la DRAC dans le cadre de l'appel à projet 2014 en PACA au titre de la DGD d'équipement et de services numériques (concours particulier relatif aux bibliothèques),

Article 3 : D'AUTORISER le Président à solliciter une subvention auprès de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et du Département de Vaucluse,

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le :

Le Président,



Francis ADOLPHE
Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d142-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – — Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°143-14

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service
Aménagement**

Objet : Demande de subventions pour l'acquisition d'un terrain à Carpentras parcelle cadastrée Section BI n°129

Accusé de réception en préfecture
084-248400053-20140707-d143-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°143-14

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service
Aménagement**

**Objet : Demande de subventions pour l'acquisition d'un terrain à Carpentras - parcelle
cadastrée Section BI n°129**

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de transports publics,

Vu les conventions signées pour la réouverture de la ligne ferroviaire Avignon Carpentras, avec
l'ensemble des partenaires,

Vu l'intérêt pour le territoire de l'agglomération de l'arrivée du train à Carpentras,

Vu la délibération n°12-13 du 18 juin 2013 du Syndicat Comtat Ventoux approuvant le SCOT de
l'Arc Comtat Ventoux,

Vu l'avis favorable du service France Domaine, en date du 29 janvier 2014, annexé à la présente
délibération,

Vu la promesse unilatérale de vente des parcelles cadastrées section BI n°127 et n°129, signée en
date du 7 février 2014 par les propriétaires VEYRIER Guy, VEYRIER Annie, VEYRIER Nicole,
VEYRIER Renée et COLOMB Bertrand,

Vu l'acceptation et l'enregistrement de ladite promesse de vente, conformément à l'article 7 de la
loi de finances n°63-1241 du 19 décembre 1963, en date du 13 mars 2014,

Vu la levée d'option de la promesse de vente en vue de la réalisation par acte authentique,

En vue de la décision autorisant le Président à signer l'acte authentique, prise en vertu de la
délégation d'attribution du Président, conformément à l'article L.5211-10 du code général des
collectivités territoriales, accordée par le Conseil de Communauté par la délibération n°54-14 du 23
avril 2014 modifiée par la délibération n°115-14 du 02 juin 2014,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE PRÉVOIR que l'acquisition de l'ensemble immobilier comprenant la parcelle
cadastrée Section BI n°129 à Carpentras (parcelle de terre en friche), d'une superficie de 13 377 m²,
a pour objectif de créer, dans le cadre du Contrat d'Axe, un parking relais.

Article 2 : D'APPROUVER le plan de financement de l'acquisition de la parcelle BI n°129 comme
suit :

Autofinancement CoVe	13 300 €	29%
Région PACA	12 450 €	27% (30% des Domaines)
Conseil Général de Vaucluse (contractualisation)	20 000 €	44%
TOTAL	45 750 €	100%

Article 3 : D'AUTORISER le Président à solliciter toutes subventions à cet effet, notamment l'aide

Accusé de réception du
084-24840053-20140707-d143-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

du Conseil Général de Vaucluse dans le cadre de l'avenant 2014 de la contractualisation et l'aide de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de son soutien aux acquisitions foncières destinées à la réalisation d'équipements publics et en faveur de l'environnement.

Article 4 : D'APPROUVER les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional.

Article 5 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d143-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014



N° 7300-A-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE
Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie
CS 90043
84098 AVIGNON CEDEX 9

Avignon, le 29 janvier 2014

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION VENTOUX – COMTAT
VENAISSIN
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

Affaire suivie par : Sylvie BOSSARD

COURRIEL : sylvie.bossard-gomez@dgifp.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 46

AVIS DU DOMAINE
(Valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 86 modifié

Articles L1211-1 et L 1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

ACQUISITION AMIABLE**Dossier n° 2014-031V0007****1 - Service consultant :** Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**2 - Date de la consultation :** 20 décembre 2013 – Courrier reçu le 2 janvier 2014

3 - Opération soumise au contrôle (objet et but) : Demande d'estimation de la valeur vénale des parcelles cadastrées BI n° 127, d'une superficie de 694 m², et BI n° 129, d'une superficie de 13 377 m², situées Route de Velleron à Carpentras, pour acquisition amiable.

4 - Propriétaires présumés : Indivision VEYRIER Guy / VEYRIER Annie / VEYRIER Nicole / VEYRIER Renée / COLOMB Bertrand.

5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

- Parcelle BI n° 129 : parcelle de terre en friche, de bonne planimétrie, située en bordure de la route de Velleron, à proximité du Marché gare et de la zone d'activité économique. Cette parcelle présente, de part sa situation, un caractère privilégié.

- Parcelle BI n° 127 : Cette parcelle jouxte la précédente et comprend un ancien corps de ferme réaménagé en 3 maisons accolées avec petite cour fermée, outre une dépendance isolée également accolée de type remise.

- **Maison 1 :** (aménagée dans les années 1960)

- RDC : Un cellier-buanderie avec sol cimenté, un séjour avec coin cuisine

- Etage : 3 chambres, une salle de bains et des toilettes.

Sol avec granitos – Peinture sur les murs. Moisissures sur deux murs du séjour et au plafond de toutes les chambres en raison de l'absence de ventilation. Plafond d'une chambre très abîmé par infiltrations et humidité.

Huissieries bois avec simple vitrage, sauf dans le séjour et une chambre dotés d'huissieries en PVC avec double vitrage. Volets bois. Escalier bétonné recouvert de granitos.

Chauffage par convecteurs électriques.

Toiture et murs non isolés.

Ensemble dans un état très moyen.

Superficie utile de 80,63 m²

Maison donnée en location mais le bail a été dénoncé.

- Maison 2 : (aménagée dans les années 1960)
 - RDC : Un cellier-Buanderie avec sol cimenté, un séjour avec coin cuisine.
 - Etage : 3 chambres et une salle de bains/WC. Moisissures au plafond des chambres et du palier. Une chambre en mauvais état avec fentes sur un mur.Sol avec granitos. Huissieries bois avec simple vitrage. Volets bois. Escalier en bois. Peinture ou papier peint sur les murs.
Chauffage par radiateur au fuel dans le séjour . Pas de chauffage dans les autres pièces.
Toiture et murs non isolés.
Ensemble dans un état très moyen.
Superficie utile de 62,47 m²
Maison donnée en location mais le bail doit être dénoncé.
- Maison 3 , de construction plus ancienne :
 - RDC : une grande entrée avec escalier conduisant à l'étage, un séjour, une cuisine avec cheminée et placards, une arrière cuisine.
 - Etage : 2 chambres dont une avec cheminée, une salle de bains outre des WC.Huissieries bois avec simple vitrage. Volets bois. Carrelage ancien. Papier peint très usagé.
Ensemble en mauvais état.
Superficie utile de 87, 51 m².
Maison inoccupée.
- Dépendance isolée de type remise, en pierres, toiture en tuiles, sol ciment. Superficie d'environ 50 m².

6 - Urbanisme - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value-voies et réseaux divers :

- PLU de la commune de CARPENTRAS
- Zone :
 - Partie en zone A (parcelle BI n° 129) : zone qui recouvre les terrains à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique de l'espace agricole. Seules sont autorisées les constructions ou extensions de constructions liées et nécessaires à l'exploitation agricole ou ayant pour support l'exploitation agricole.
 - Partie en zone Nh (parcelle BI n° 127) : zone à dominante de constructions isolées en contexte agricole. Outre les possibilités de construction ci-dessus, l'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments existants non liés, ni nécessaires, à l'exploitation agricole sont autorisés.

7 - Origine de propriété : Ancienne

8 - Situation locative : Deux maisons actuellement occupées mais l'ensemble Immobilier sera vendu libre d'occupation.

9 - Détermination de la valeur vénale actuelle :

La valeur vénale de la parcelle BI n° 129 est de l'ordre de 41 500 € et l'ensemble Immobilier situé sur la parcelle BI n° 127 peut être estimé à 300 000 €, soit un total de 341 500 €.

11 - Observations particulières :

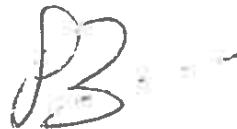
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques



Sylvie BOSSARD
Inspectrice

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGOS – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°144-14

Objet : Demande de subvention pour l'acquisition d'un terrain à Carpentras - parcelle cadastrée Section BI n°127

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d144-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°144-14

Objet : Demande de subvention pour l'acquisition d'un terrain à Carpentras - parcelle cadastrée Section BI n°127

Le Conseil de Communauté,

Vu le PLH de la CoVe, approuvé le 3 mars 2014, fixant un objectif de production de 3 503 logements sur l'ensemble du territoire, dont 834 logements locatifs sociaux, et un objectif de 422 logements locatifs sociaux sur la commune de Carpentras,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'habitat,

Vu l'avis favorable du service France Domaine, en date du 29 janvier 2014, annexé à la présente délibération,

Vu la promesse unilatérale de vente des parcelles cadastrées section BI n°127 et n°129, signée en date du 7 février 2014 par les propriétaires VEYRIER Guy, VEYRIER Annie, VEYRIER Nicole, VEYRIER Renée et COLOMB Bertrand,

Vu l'acceptation et l'enregistrement de ladite promesse de vente, conformément à l'article 7 de la loi de finances n°63-1241 du 19 décembre 1963, en date du 13 mars 2014,

Vu la levée d'option de la promesse de vente en vue de la réalisation par acte authentique,

En vue de la décision autorisant le Président à signer l'acte authentique, prise en vertu de la délégation d'attribution du Président, conformément à l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales, accordée par le Conseil de Communauté par la délibération n°54-14 du 23 avril 2014 modifiée par la délibération n°115-14 du 02 juin 2014,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE PRÉVOIR que l'acquisition de l'ensemble immobilier comprenant la parcelle cadastrée Section BI n°127 à Carpentras (parcelle bâtie), d'une superficie de 694 m², a pour objectif de créer des logements locatifs sociaux.

Article 2 : D'APPROUVER le plan de financement de l'acquisition de la parcelle BI n°127 comme suit :

Autofinancement CoVe	244 250 €	80,30%
Région PACA	60 000 €	19,70%
TOTAL	304 250 €	100%

Article 3 : D'AUTORISER le Président à solliciter toutes subventions à cet effet, notamment l'aide de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de son soutien aux acquisitions foncières destinées à la création de logements locatifs sociaux conventionnés.

Article 4 : D'APPROUVER les termes de l'acte d'engagement de respecter les conditions de subventionnement régional.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d144-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Article 5 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d144-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014



N° 7300-A-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE
Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie
CS 90043
84098 AVIGNON CEDEX 9

Avignon, le 29 janvier 2014

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION VENTOUX – COMTAT
VENAISSIN
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

Affaire suivie par : Sylvie BOSSARD

COURRIEL : sylvie.bossard-gomez@dgifp.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 46

AVIS DU DOMAINE
(Valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 86 modifié

Articles L1211-1 et L 1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

ACQUISITION AMIABLE**Dossier n° 2014-031V0007****1 - Service consultant :** Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**2 - Date de la consultation :** 20 décembre 2013 – Courrier reçu le 2 janvier 2014**3 - Opération soumise au contrôle (objet et but) :** Demande d'estimation de la valeur vénale des parcelles cadastrées BI n° 127, d'une superficie de 694 m², et BI n° 129, d'une superficie de 13 377 m², situées Route de Velleron à Carpentras, pour acquisition amiable.**4 - Propriétaires présumés :** Indivision VEYRIER Guy / VEYRIER Annie / VEYRIER Nicole / VEYRIER Renée / COLOMB Bertrand.**5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

- Parcelle BI n° 129 : parcelle de terre en friche, de bonne planimétrie, située en bordure de la route de Velleron, à proximité du Marché gare et de la zone d'activité économique. Cette parcelle présente, de part sa situation, un caractère privilégié.

- Parcelle BI n° 127 : Cette parcelle jouxte la précédente et comprend un ancien corps de ferme réaménagé en 3 maisons accolées avec petite cour fermée, outre une dépendance isolée également accolée de type remise.

- **Maison 1 :** (aménagée dans les années 1960)

- RDC : Un cellier-buanderie avec sol cimenté, un séjour avec coin cuisine

- Etage : 3 chambres, une salle de bains et des toilettes.

Sol avec granitos – Peinture sur les murs. Moisissures sur deux murs du séjour et au plafond de toutes les chambres en raison de l'absence de ventilation. Plafond d'une chambre très abîmé par infiltrations et humidité.

Huisseries bois avec simple vitrage, sauf dans le séjour et une chambre dotés d'huisseries en PVC avec double vitrage. Volets bois. Escalier bétonné recouvert de granitos.

Chauffage par convecteurs électriques.

Toiture et murs non isolés.

Ensemble dans un état très moyen.

Superficie utile de 80,63 m²

Maison donnée en location mais le bail a été dénoncé.

- Maison 2 : (aménagée dans les années 1960)
 - RDC : Un cellier-Buanderie avec sol cimenté, un séjour avec coin cuisine.
 - Etage : 3 chambres et une salle de bains/WC. Moisissures au plafond des chambres et du palier. Une chambre en mauvais état avec fentes sur un mur.Sol avec granitos. Huisseries bois avec simple vitrage. Volets bois. Escalier en bois. Peinture ou papier peint sur les murs.
Chauffage par radiateur au fuel dans le séjour . Pas de chauffage dans les autres pièces.
Toiture et murs non isolés.
Ensemble dans un état très moyen.
Superficie utile de 62,47 m²
Maison donnée en location mais le bail doit être dénoncé.
- Maison 3 , de construction plus ancienne :
 - RDC : une grande entrée avec escalier conduisant à l'étage, un séjour, une cuisine avec cheminée et placards, une arrière cuisine.
 - Etage : 2 chambres dont une avec cheminée, une salle de bains outre des WC.Huisseries bois avec simple vitrage. Volets bois. Carrelage ancien. Papier peint très usagé.
Ensemble en mauvais état.
Superficie utile de 87, 51 m².
Maison inoccupée.
- Dépendance isolée de type remise, en pierres, toiture en tuiles, sol ciment. Superficie d'environ 50 m².

6 - Urbanisme - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value-voies et réseaux divers :

- PLU de la commune de CARPENTRAS
- Zone :
 - Partie en zone A (parcelle BI n° 129) : zone qui recouvre les terrains à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique de l'espace agricole. Seules sont autorisées les constructions ou extensions de constructions liées et nécessaires à l'exploitation agricole ou ayant pour support l'exploitation agricole.
 - Partie en zone Nh (parcelle BI n° 127) : zone à dominante de constructions isolées en contexte agricole. Outre les possibilités de construction ci-dessus, l'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments existants non liés, ni nécessaires, à l'exploitation agricole sont autorisés.

7 - Origine de propriété : Ancienne

8 - Situation locative : Deux maisons actuellement occupées mais l'ensemble Immobilier sera vendu libre d'occupation.

9 - Détermination de la valeur vénale actuelle :

La valeur vénale de la parcelle BI n° 129 est de l'ordre de 41 500 € et l'ensemble Immobilier situé sur la parcelle BI n° 127 peut être estimé à 300 000 €, soit un total de 341 500 €.

11 - Observations particulières :

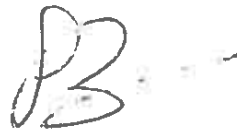
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques



Sylvie BOSSARD
Inspectrice

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138)– Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) –Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN –Jean-Pierre CAVIN - — Peggy BERTOLUCCI — Hervé de LEPINAU - Guy BERNARD — Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN — Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET - Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Jacqueline RENOUE a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS - Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU - Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°145-14

Direction de la Cohésion Sociale – Service Sécurité, Prévention et Politique de la Ville

Objet : Convention Gens du Voyage 2014 avec l'Etat concernant la gestion de l'aire intercommunale d'accueil des gens du voyage

Accusé de réception en préfecture
084-248400053-20140707-d145-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin

Conseil de Communauté du 7 juillet 2014

Délibération n°145-14

Direction de la Cohésion Sociale – Service Sécurité, Prévention et Politique de la Ville

Objet : Convention Gens du Voyage 2014 avec l'Etat concernant la gestion de l'aire intercommunale d'accueil des gens du voyage

Le Conseil de Communauté,

Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage d'intérêt communautaire,

Considérant qu'à ce titre l'aire d'accueil des gens du voyage de Carpentras, d'une capacité d'accueil de 25 emplacements, a été transférée à la CoVe,

Vu le projet de convention avec l'Etat relative à la gestion de l'aire intercommunale d'accueil des gens du voyage de Carpentras pour l'année 2014,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention avec l'Etat relative à la gestion de l'aire intercommunale d'accueil des gens du voyage de Carpentras pour l'année 2014, annexée à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention et tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d145-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la cohésion sociale

Pôle développement social
Service Urgence Sociale, Hébergement et Logement
Affaire suivie par : I. REYNAUD/K.DUGNAS
Téléphone : 04.88.17.86.30/48
Télécopie : 04.88.17.86.98
e-mail : kamaria.dugnas@vaucluse.gouv.fr

Gens du Voyage - 2014
**Convention conclue entre l'Etat et la Communauté
d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin
assurant la gestion de l'aire intercommunale d'accueil des
gens du voyage de la commune
de CARPENTRAS**
(Article 5 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000)

La convention suivante est conclue entre :

L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de Vaucluse,

ET

LA COVE, « Le contractant » représentée par son Président,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour but de fixer les droits et obligations des parties.

Sa signature conditionne pendant sa durée l'ouverture du droit à l'aide au gestionnaire de l'aire d'accueil des gens du voyage telle que prévue à l'article L 851-1 du code de la Sécurité Sociale et aux articles R 851-1 à R 851-7 modifiés du Code de la Sécurité Sociale.

En contrepartie du versement de cette aide, le contractant s'engage à accueillir dans une ou plusieurs aires d'accueil des personnes dites « gens du voyage » et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles.

Pour faire l'objet de l'aide, les aires d'accueil doivent être aménagées, entretenues et faire l'objet d'un gardiennage.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES CAPACITES D'ACCUEIL :

1) Aires d'accueil disponibles et aménagées (annexe 1) :

Adresse : Chemin de Lira à Carpentras

L'aménagement comporte 25 emplacements de 100 m² chacun et les équipements suivants : eau potable, électricité, assainissement, containers pour ordures ménagères, étendage et téléphone public lesquels doivent être conformes aux dispositions figurant dans le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;

Modalités de gestion et de gardiennage :

La Communauté d'Agglomération (CoVe) est gestionnaire direct de l'aire d'accueil des gens du voyage. Elle finance un poste de gestionnaire, un poste de gardien et un poste d'agent d'entretien. L'accompagnement social de l'aire est assuré par le Centre Social Villemarie à qui cette action a été confiée par la ville.

2) Nombres de places de caravanes disponibles : 25

3) Modification de la capacité d'accueil pendant la durée de la convention :

Le contractant peut, durant la période de validité de la convention et sur la base d'un avenant, obtenir une modification du nombre de places de caravanes prévu par la convention (agrandissement de l'aire ou mobilisation d'une autre aire d'accueil).

Cette modification sera prise en compte dans le calcul de l'aide dès le mois suivant la signature par le Préfet de l'avenant proposé par le contractant.

ARTICLE 3- CONDITION FINANCIERES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR PAR LE CONTRACTANT :

Le contractant bénéficie, pour les places de caravanes de l'aire d'accueil effectivement disponibles ainsi définies, d'une aide financière prévisionnelle d'un montant annuel maximum de **39 735,00 €** (cf. annexe 2) calculé par référence au montant forfaitaire par place en vigueur au 1er janvier de l'année couverte par la convention (arrêté ministériel du 28 Mai 2004, qui fixe le montant à 132,45 € par place. Il est calculé selon les modalités prévues par l'article R 851-2 du code de la sécurité sociale.

L'aide est versée mensuellement par la Caisse d'Allocations Familiales au titre des places de caravanes effectivement disponibles dans les aires d'accueil (annexe 2) et sur la base des justificatifs produits par le contractant correspondant à chacune des aires d'accueil concernées à savoir :

- copie de la convention de gestion signée entre le Préfet et le gestionnaire de l'aire d'accueil,
- une attestation précisant pour chaque aire :
 - son aménagement qui doit être conforme au décret du 29 juin 2001 susvisé relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;
 - ses modalités de gestion et de gardiennage qui doivent être conformes aux dispositions figurant dans ce même décret.

Par délibération du Conseil communautaire, la CoVe a adopté le règlement intérieur de l'aire fixant le montant de la participation journalière des utilisateurs de la manière suivante :

Caution d'entrée (pour la durée totale du séjour)	100,00 €
Location de l'emplacement par jour et par caravane principale	2,00 €
Location de l'emplacement par jour et par caravane supplémentaire	1,50 €

Le règlement des séjours se fait le lundi de chaque semaine à terme échu.

Le contractant s'engage à fournir chaque année au Préfet et à la CAF les documents mentionnés au II de l'article R 851-6 du CSS.

L'état arrêté au 31 décembre devra faire apparaître pour chaque aire le montant des aides versées par la CAF, le montant des droits d'usage mis en recouvrement et recouvrés auprès des gens du voyage ainsi que les dépenses de fonctionnement de l'entretien de l'aire.

ARTICLE 4 – TITRE D'OCCUPATION :

Le contractant s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie un document indiquant les références de son aire d'accueil ainsi que celles du contractant ainsi que le règlement intérieur qui mentionne les obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil.

Ce document devra mentionner la participation demandée par le contractant aux personnes accueillies.

Par ailleurs le contractant s'engage à établir chaque année un bilan d'occupation des places de caravanes de ses aires d'accueil en indiquant selon le modèle type joint en annexe 4 le nombre et les caractéristiques des ménages accueillis ainsi que la durée moyenne de leur séjour .

Ce bilan est communiqué au Préfet (DDCS) et à la CAF.

ARTICLE 5 – OBLIGATION RELATIVES A LA MAINTENANCE ET A L'ENTRETIEN DES LOCAUX :

Lors de la signature de la convention et de sa reconduction, le préfet s'assure du respect de l'entretien des aires d'accueil, de leur gardiennage et de la conformité des aires à la déclaration figurant à l'annexe 1. En cas de non conformité, soit l'aide n'est pas attribuée, soit elle est suspendue à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par le Préfet à la Caisse d'Allocations Familiales.

Le contractant s'engage à maintenir les aires en bon état d'entretien.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS A L'EGARD DE LA CAF ET DU PREFET :

Dès la signature de la convention, le Préfet en adresse copie à la CAF désignée par la convention, à laquelle est annexée la liste des aires avec indication du nombre de places de caravanes effectivement disponibles mois par mois (annexe).

Pour la reconduction de la présente convention, le contractant doit fournir pour le 1er novembre de l'année en cours au Préfet et à la Caisse d'Allocations Familiales :

- une nouvelle liste du nombre prévisionnel des places de caravanes effectivement disponibles pour l'année à venir détaillée mois par mois ;
- l'état financier tel que mentionné à l'article 3 ;
- le bilan d'occupation arrêté au 31 décembre mentionné à l'article 4 (cf. annexe 3) ;
- le rapport de visite mentionné à l'article 4 du décret du 29 juin 2001 susvisé relatif aux normes techniques des aires d'accueil des gens du voyage.

Au vu des éléments cités ci-dessus et conformément à la circulaire DSS/2B/2001/372 du 24 juillet 2001, il appartient à l'Etat de définir les modalités de calcul du montant attribué selon le taux d'occupation de l'aire réalisé sur l'année en cours.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour 1 an à compter du **1/01/2014 au 31/12/2014**.

Sauf modification qui devra faire l'objet d'un avenant, la convention est reconduite tacitement pour 1 an au terme de la durée prévue, le montant de l'aide étant calculé chaque année en fonction des dispositions de l'article 3.

ARTICLE 8 – RESILIATION :

La convention peut être résiliée par l'une des deux parties avec un préavis de trois mois.

En cas d'inexécution par le contractant de ses engagements contractuels ou d'une fausse déclaration faite au Préfet ou à la Caisse d'Allocations Familiales, le Préfet, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois.

Le contractant, en cas d'événement exceptionnel, peut également résilier la présente convention dans un délai d'un mois.

ARTICLE 9 – CONTROLE :

Le contractant est également tenu de fournir au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'Etat toutes les informations et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention.

AVIGNON, le

Le Président de la CoVe,

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental
de la cohésion sociale,

L'an deux mille quatorze et le sept juillet, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 07 JUILLET 2014

Date de convocation : 27 juin 2014

Affiché le : 10 juillet 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 54 (délibération n°147), 53 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 52 (délibérations n°133 à 137 et de 150 à 154), 51 (délibérations n°132 et de 155 à 167), 50 de 129 à 131.

Nombre de pouvoirs : 8 (délibération n°147), 9 (délibérations n°138 à 146 et de 148 à 149), 10 (délibérations n°129 à 137 et de 150 à 154), 11 (délibérations n°155 à 167)

Nombre de votants : 60 (délibération n°129 à 131), 61 (délibération n°132), 62 (délibération n°133 à 167)

Nombre d'absents excusés : 3 (délibération n°129 à 131), 2 (délibération n°132), 1 (délibération n°133 à 167)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Christian GONNET Beaumont-du-Ventoux : Benjamin BLANC (suppléant de Bernard CHARRASSE) Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD – Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°138) – Franck DUPAS – Yvette GUIOU (à partir de la délibération n°147) – Joël BOTREAU – Pauline DREANO (jusqu'à la délibération n°150 incluse) – Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Karine GUEZ – Bernard BOSSAN – Jean-Pierre CAVIN – Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LEPINAU – Guy BERNARD – Jeanne YVAN – Julien LANGARD – Julien AUBERT Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE – Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES (à partir de la délibération n°133) La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON (à partir de la délibération n°132) Mazan : Roselyne SULTANA – Claude LAUTIER – Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°154 incluse) Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS – St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT (jusqu'à la délibération n°147 incluse) Sarrians : Anne-Marie BARDET – Gérard VILLON – Véronique BAUDIN – Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à Guy REY – Sabine SOL a donné pouvoir à Christian GONNET – Agnès MOISSON a donné pouvoir à Karine GUEZ jusqu'à la délibération n° 137 incluse- Yvette GUIOU a donné pouvoir à Caroline BALAS – Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN – Hélène CABASSY a donné pouvoir à Franck DUPAS – Bruno GANDON a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER – Ghislain GRICOURT a donné pouvoir à Guy GIRARD à partir de la délibération n°148- Pauline DREANO a donné pouvoir à Luc REYNARD à partir de la délibération n° 151- Louis BONNET a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°155.

ABSENTS EXCUSÉS : Bénédicte MARTIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christian GONNET

Délibération n°146-14

Direction de la Cohésion Sociale – Service Sécurité, prévention et politique de la ville

Objet : Actions CUCS 2014 – Affectations de subventions

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d146-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014

Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
Conseil de Communauté du 7 juillet 2014
Délibération n°146-14
Direction de la Cohésion Sociale – Service Sécurité, prévention et politique de la ville
Objet : Actions CUCS 2014 – Affectations de subventions

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de Politique de la Ville,

Vu les projets d'actions et leur plan de financement présentés dans le cadre de la politique de la ville et retenus par le comité de pilotage du CUCS de Carpentras,

Vu la mission du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) de la COVE qui fixe les orientations et définit des actions dans ce domaine,

Entendu le rapport de la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville,

Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'ACCORDER les subventions suivantes

Dans le volet « Accès à l'emploi et développement économique » :

Association RILE - Accompagnement renforcé des porteurs de projets des quartiers prioritaires à la création d'entreprises.....	1 300€
Association Présence Verte-Mobiliser les politiques d'insertion auprès des publics discriminés.....	2 000€
Centre Social Tricadou - Facilité l'insertion sociale et professionnelle.....	4 600€
Association ADIE - Accompagnement technique et financier des porteurs d'un projet d'insertion professionnelle sur le territoire de la CoVe.....	5 000€
Logis des jeunes du Comtat - Atelier emploi.....	6 000€

Dans le volet « Réussite éducative et scolaire » :

Centre Social Lou Tricadou - Soutien à la fonction parentale.....	2 000€
Centre social Villemarie - Accompagner la famille dans ses droits et devoirs.....	1 200€

Dans le volet « Prévention de la délinquance »:

Point accueil écoute Le Passage – Permanences.....	1 500€
(Eligible au FIPD) Association RHESO - Permanences d'accueil et d'écoute de femmes victimes de violences conjugales.....	4 800€
(Eligible au FIPD) Association AMAV - Permanences d'aide aux victimes.....	6 000€
Centre social Lou Tricadou - Accompagnement éducatif et préventif des jeunes.....	2 000€
Centre social Villemarie - Valoriser les loisirs et la culture.....	2 000€

Dans le volet « Amélioration de l'habitat et du cadre de vie » :

Association RHESO - Ateliers recherche logements.....	4 500€
--	---------------

Dans le volet « Santé publique » :

Collectif Ariane . « La parole pour mieux vivre ensemble ».....2 000€

TOTAL.....44 900€

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20140707-d146-14-DE
Date de télétransmission : 10/07/2014
Date de réception préfecture : 10/07/2014